

Lys Rouge

Revue trimestrielle



ISSN 0150-4428
Com. parit. : 62187
3^e Trimestre 1991
N° 44 - Prix 25 F



ALEXANDRE DE YUGOSLAVIE A BELGRADE

LIBRE OPINION D'UN ROYALÉCOLO

**La ronde
de la Terre**

DOCUMENT

**« JOURS NOUVEAUX »
Bulletin des socialistes-
monarchistes (1947)**

SOMMAIRE

- **Éditorial: Satisfaits ?** . p.3
- **Libre opinion d'un royalécolo : La ronde de la Terre**..... p.4
- **Dossier : Yougoslavie et le retour d'Alexandre ...** p.9
- **Le retour triomphal du Prince à Belgrade**p.10
- **A travers la presse de Belgrade**p.15
- **Exclusif : Entretien avec le Prince héritier**p.16
- **Petite histoire de la Yougoslavie**p.18
- **Duc de Saint Bar : Plaidoyer pour la Yougoslavie unie**.....p.22
- **Fac-similé : « Jours Nouveaux », bulletin du Centre d'Études Socialiste-monarchiste**p. 25
- **Royalisme international : la presse monarchiste européenne**p.29
- **Débat : A propos de la règle de catholicité**.....p.32
- **Humour : une imposture réussie**.....p.34

Le LYS ROUGE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Rédacteur en chef :

Patrick Louis

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimé par nos soins

NOUVEAUTÉS

Nous sommes heureux de saluer la renaissance de la revue « **La Place Royale** », après deux ans d'interruption. On sait que les rapports entre cette revue et la Nouvelle Action royaliste, et plus particulièrement notre « **Lys Rouge** », ont souvent été tendus. Mais le temps passe. Notre royalisme et celui qui anime les animateurs de la revue ne reposent pas sur les mêmes bases ? Soit, constatons-le franchement, mais n'en faisons pas une raison suffisante pour nous ignorer. Il y a dans l'ouverture spirituelle de « **La Place Royale** » une fécondité qu'il serait sot de négliger.

Au sommaire du n 21 : Editorial par Henry Montaignu - La démocratie, Joseph de Maistre et nous, par Hervé Boitel - Ernst Jünger ou la raison panoramique, par L.-O. d'Algange - Journal de galère de Henry Montaignu. Etc.

Adresse : **La Place Royale**. La Reynerie. 47230 Lavardac - Tél.: 53.65.20.82.

Dans la mouvance de la « **Restauration Nationale** », signalons aussi la parution de la revue « **Réaction** », qui remet dans l'actualité un titre fameux des années 30. C'est très bien fait, assez intelligent même si un peu trop nostalgique, et sans sectarisme étroit. Et surtout, c'est très éloigné des facilités niaises des néo-pseudo-hussards.

Adresse : S.P. **Réaction**. 6 rue des Halles. 75001 Paris - Tél.: 42.21.04.21.

Par son titre, « **Réaction** » évoque l'aventure intellectuelle des revues des années 30. Les éditions Kimé viennent de publier à ce sujet un texte du regretté Pierre Andreu, acteur passionné de cette période où toutes les audaces étaient permises. Le volume contient aussi le fameux article de Raoul Girardet : « l'héritage de l'Action française ».

Pierre Andreu - « **Révoltes de l'Esprit** ». Editions Kimé. En vente à notre service librairie : prix franco 160 F.

WANTED !

Etudiants et chercheurs font souvent appel à nous pour leurs travaux sur le royalisme. Nous nous efforçons donc de constituer un fonds documentaire le plus complet possible. Malheureusement nos collections de bulletins et journaux sont souvent incomplètes, aussi nous faisons appel aux lecteurs du « **Lys Rouge** » pour nous aider à retrouver les pièces manquantes.

RECHERCHONS :

LA REVUE ROYALISTE (parue entre 1978 et 1982) - Numéros 2-4-9-10-11-12-13-14-15-20.

LA PLACE ROYALE (revue parue de 1983 à 1989) - Numéro 13.

LA LETTRE DE LA PLACE ROYALE (complément de la précédente) - Tous numéros.

LE PAL (pamphlet supplément de La Place Royale publié à Toulouse) - Numéros 2 et suivants.

LE COURRIER ROYALISTE (édité par les Tourangeaux entre 1976 et 1982) - Numéros 36-40-41-44-46.

Si vous êtes en possession de l'un ou l'autre de ces numéros vous êtes prié de nous contacter.

Satisfaits ?

Sans vouloir verser dans une insupportable autosatisfaction, je trouve quand même que ce numéro du Lys Rouge est d'une exceptionnelle richesse. Toutes les rubriques qui figuraient dans notre objectif éditorial sont présentes et couvrent ainsi un vaste champ d'intérêts. Un certain déséquilibre qui nous avez été reproché est ici corrigé et il ne nous reste plus qu'à espérer que les prochaines livraisons du Lys Rouge seront à la hauteur de celle-ci, et peut-être, pourquoi pas, d'une qualité encore supérieure.

L'amateur de « Royalisme international » trouvera, sous la plume de Stéphane Bern, un récit très complet de la visite du Prince Alexandre en Yougoslavie, récit complété par quels propos du Prince lui-même recueillis sur le vif et par une réflexion géopolitique du Duc de Saint Bar, ancien aide de camp du Chef de la dynastie Karageorge. A l'heure où la fédération yougoslave semble entrer en agonie, le succès de cette visite princière est incontestablement un signe d'espoir : dans ses messages, Alexandre de Yougoslavie a su plaider pour la liberté, la dignité et la tolérance, se présentant en rempart contre les illusions du militarisme et

des nationalismes exacerbés. Sera-t-il entendu ? L'histoire répondra.

L'histoire, justement, n'est-elle pas cette durée que fécondent les pensées longues chères à Michel Serre ? Contre les pensées de l'instant, destructrices parce qu'elles nient la vérité de l'appartenance en exaltant la supériorité immédiate de l'individu, il faut retrouver le sens de la durée, condition *sine qua non* de toute écologie. Bernard Lhôte nous rappelle ici le rôle qui incombe aux royalistes puisque, par définition, leur engagement politique est d'abord une prise en compte de la durée, la permanence du pouvoir ne trouvant sa raison que dans la conservation et l'enrichissement du patrimoine commun. En attendant le retour de ce royaume qui se cultive comme un jardin, Bernard Lhôte plaide pour les Verts. Il contredit ainsi les prises de position de « Royaliste », mais qu'on me permette de dire que je pense qu'il a raison et qu'il pose les premiers jalons d'un renouvellement de la pensée royaliste devenue aujourd'hui une urgence. Bernanos a toujours raison contre Maurras, car il ne sert à rien de vanter les vertus du pouvoir royal quand un peuple n'a plus

d'autre idéal que celui d'un troupeau attendant le gavage. Le débat est ouvert (sans jeux de mots).

L'histoire, plus ponctuelle certes mais qui nous intéresse au premier chef, c'est aussi celle du royalisme. Ce numéro ne l'oublie pas. Vous y trouverez la reproduction intégrale d'un rarissime exemplaire de « Jours Nouveaux » (n° 1 - Juin 1947), bulletin du « Centre d'Etudes Socialiste-Monarchiste », créé au lendemain de la fusion du *Mouvement Socialiste Monarchiste* au sein du *Comité Central Monarchiste* (cf. Lys Rouge n° 39). Ce groupe a-t-il connu une postérité ? Nous l'ignorons, mais nous comptons sur la diligence de nos lecteurs pour nous apporter de plus amples renseignements.

Dans ce numéro, vous trouverez aussi une réflexion sur « la règle de catholicité », signée par notre ami Jean Saint-Ellier, ainsi qu'un catalogue illustré des différentes publications royalistes étrangères que nous avons reçu récemment, sans oublier bien sûr une page d'humour. Alors maintenant, lisez-nous, et ensuite, écrivez-nous.

Patrick LOUIS

NATURE ROYALE

LA RONDE DE LA TERRE

Nous vivons la plus importante découverte depuis Galilée ! La Terre est ronde, certes, mais pas seulement car, pour qu'elle tourne rond, il est désormais prouvé qu'on ne peut continuer à faire n'importe quoi avec.

Une grande différence cependant par rapport à la découverte de Galilée : ça n'en est pas vraiment une, pas vraiment une révélation, pour personne. Au fond du fond tout le monde le savait, depuis le Patron de trust chimique jusqu'à l'agriculteur, complice manipulé, de la ménagère lave-plus-blanc à Madame Thatcher, tout le monde savait qu'à faire n'importe quoi de la planète, à l'aveuglette, il y aurait de la casse.

Or, paradoxalement, cette connaissance très antérieure aux alarmes actuelles est inquiétante ; s'il y eut tant de difficultés à reconnaître enfin officiellement ce qu'on n'ignorait pas, ce que le bon sens chuchotait, le raisonnement démontrait, l'observation relevait depuis des lustres, c'est que d'autres forces, alliées à d'autres besoins, parvenaient à bloquer une vraie prise en compte des dégâts.

Ces forces, ces besoins, ne vont pas se dissiper par magie. L'alcoolique sait bien que l'alcool le bousille, les responsables de la Santé et de l'Economie savent ce que l'alcoolisme coûte, le fléau n'en continue pas moins à sévir. Des intérêts politiques et financiers à courtes et basses vues, joints aux « besoins », aux dérives, des buveurs l'emportent sur l'instinct de conservation et le bien commun.

De même, nous savons depuis des décennies que nous empoisonnons terres, eaux, cieux, mais en dépit de quelques soins, la dévastation globale progresse formidablement.

Une question s'impose donc : est-il possible de convertir un savoir jusqu'alors escamoté en une conscience éclairée, active, capable de contrôler les dérives de nos besoins de consommation et de contrer les intérêts qui alimentent les progrès de cette dévastation ?

DEUX REPÈRES DE SAUVEGARDE.

L'Ecologie est une science et une pratique ; elle est aussi une sagesse qui s'intéresse à la

durée, aux évolutions, aux équilibres de la vie. Dans quelle mesure les forces idéologiques, politiques, économiques à l'oeuvre s'en préoccupent-elles ?... Or, pour faire autre chose que de l'« écoloriage », à la façon préconisée par Michel Rocard, selon une interview donnée à l'Express en fin 89 (il recommandait de colorer - sic - d'écologie les pensées financières, économiques, fiscales) il faudra, ainsi que la superficialité de tels propos le révèle, une modification profonde des conceptions qui régissent nos activités dévastatrices, et pas seulement par-ci par-là quelques coups de pinceau en vert.

Afin d'apprécier l'importance des obstacles opposés aux conversions culturelles indispensables, il convient d'évaluer les écarts entre ces conceptions destructrices et celles qui conditionnent une réelle politique de sauvegarde de l'environnement.

Pour cette évaluation, considérons deux principaux critères :

Critère 1 : la longueur de pensée.

Critère 2 : le sentiment d'appartenance à la nature.

LA LONGUEUR DE PENSÉE

L'essence et l'influence de ce critère sont superbement expliquées par Michel Serre. A l'issue de la conférence internationale sur les dérèglements atmosphériques (en Mars 89 à Paris), après avoir dénoncé la tendance technocratique aux prises de décisions « *de courte vue formulées par des hommes du court terme* », il énonce et annonce : « *Il existe une pollution matérielle, certes, technique et industrielle qui met en danger le temps, au sens de la pluie et du vent, mais il en existe une deuxième, invisible, qui met en danger le temps qui passe et coule, pollution culturelle que nous avons fait subir aux pensées longues, ces gardiennes de la terre, des hommes et des choses elles-mêmes. Sans lutter contre la seconde, nous échouons dans le combat contre la première* ».

Pour Michel Serre, la pollution matérielle procède d'une perversion culturelle préalable. L'absence de sens du long terme est - c'est incontestable ! - surproducteur d'aberrations anti-écologiques.

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le sentiment d'appartenance à l'environnement détermine des attitudes et pratiques respectueuses des éléments naturels et

des autres espèces. A l'opposé, le sentiment d'être à part, et au-dessus, bref l'Humanisme qui érige l'homme en maître totalitaire de la nature, qui en fait un propriétaire sans limite, conduit à la maltraiter.

Les sociétés animistes cultivent en général ce sentiment d'appartenance. Ainsi ces paroles d'un chef indien : « *Le lakota était rempli de compassion et d'amour pour la nature... La terre était douce sous la peau et ils aimaient... à marcher pieds nus sur la terre sacrée... S'asseoir ou s'allonger à même le sol leur permettait de contempler avec une plus grande clarté les mystères de la vie, d'y penser plus profondément et de se sentir plus proche de toutes les forces vivantes qui les entouraient* ». L'animiste intégré à l'immense ensemble qui le nourrit et le constitue prend soin de n'en pas déranger l'ordonnance et entretient avec lui des relations subtiles et souvent sublimes, dans toutes les acceptions du mot. A l'opposé la Genèse prononce la sentence d'une rupture entre l'homme et l'environnement et d'une domination sur la Terre à grand renfort de sueurs et douleurs.

Appliquons ces deux repères (longueurs de pensée, appartenance) à quelques systèmes idéologiques, religieux, politiques, afin d'évaluer leurs distances à l'Ecologie.



L'HUMANITE COMMENCE AVEC LA RETENUE ...

Je crois que l'humanité commence avec la retenue. Si les eaux se retiennent, si une espèce vivante se retient, si notre espèce se retient, si Dieu se retient.

Dieu lui-même s'est retenu de toute éternité. limité se peut-il par le pouvoir du mal environné de multiples messagers, séraphins ou chérubins, puissances et dominations, surchargé jour après jour de la petite gloire des Hommes parvenus à la béatitude ou à la gloire, encombré de martyrs et de vierges. Oui. Dieu se réserve et retient son pouvoir.

Michel SERRE.

Premières lignes d'un article paru dans le n° 32 (juin 1991) de la revue Sources.

LA CHRÉTIENTÉ REFRÉNÉE

La Chrétienté, qui ne manque pas, Dieu sait, de pensée longue, affirme par ailleurs à la suite de la Bible une distinction radicale entre l'Homme et l'animal (de même qu'entre l'Ame et la chair, l'Esprit et le corps), si radicale qu'elle induit un racisme impérialiste à l'encontre des autres espèces vivantes, réduites aux fonctions d'esclave et de matières premières.

Toutefois, la soumission à un Dieu créateur de l'Univers freinait l'ambition prométhéenne de transformer la Création au gré de l'homme.

LA RÉVOLUTION EFFRÉNÉE

La Révolution jette cette ultime limitation « obscurantiste » par-dessus les étoiles. Vive Prométhée ! Un certain respect pour un ordre « divin-naturel » (un peu trop confondu avec un ordre social établi, il est vrai...) va disparaître au nom du Progrès et, sans blague, de la régénération de l'Humanité.

André Fontaine définissait dans les colonnes du *Monde la Révolution française* comme issue d'une logique de rupture, de la Raison sur l'expérience, du Progrès sur l'ordre existant, du Bonheur terrestre sur le Paradis. L'équation Raison-Progrès-Bonheur faisait naître la société

parfaite sur la table rase de l'Ancien Régime.

Malheureusement, l'esprit scientifique qui eut dû remplacer les sagesses et limitations antérieures n'a eu, en dépit du Culte rendu à la Science, ni le pouvoir ni le droit de s'appliquer à la régulation des délires industrialistes. Les chercheurs, les savants, ont cédé à la technofrénésie sans s'occuper, comme des enfants jouant avec des allumettes, des conséquences.

Révolution et Ecologie seraient-elles incompatibles ?

On nous a assez répété ces temps-ci que le monde actuel et ses progrès sont enfants de la Révolution française ; si tel est le cas, il faut alors admettre que les pollutions gigantesques, la croissance des probabilités de catastrophes, une atteinte à l'espérance de Vie de la Biosphère, sont aussi les petits-enfants de la Bicentenaire ! Avec la Révolution, on ne se trouve même plus dans une pensée plus ou moins longue et dans un sentiment plus ou moins vivant d'appartenance mais dans une aventure de rupture vis-à-vis du Temps et de la Nature.

CAPITALISME, COMMUNISME, MÊME DÉGÂTS

Ce n'est pas que tous les capitalistes soient à courte vue et que toutes leurs réalisations soient à courte vie, mais le

penchant avéré du système est : le plus de profits possibles le plus vite possible. Il n'a cure des cultures et des porteurs de cultures longues ; il les détruit simplement au fur et à mesure qu'ils gênent.

Avec un souci du long terme aussi réduit, grotesquement, qu'il se peut et un sentiment d'appartenance remplacé par l'obsession de l'appropriation, le capitalisme est fondamentalement a-écologique et pratiquement anti-écologique. Sa conversion paraît des plus aléatoires.

Le Communisme, lui, ne manque pas de longueur de pensée, mais si rigide qu'il en résulte d'innombrables contraintes aux dépens de la nature des êtres et des choses. En outre, la mégalomanie productiviste, proportionnelle à une certaine maladresse à produire, atteint des records de pollution, de Tchernobyl à la mer Caspienne.

GAUCHE-DROITE, MÊMES DÉBATS

Primo il est quasi impossible d'apprécier la dimension de pensée de l'une et de l'autre, impossible et peu charitable. De toutes façons, son échelle est l'échéance électorale.

Secundo, au point de vue du sentiment d'appartenance, Droite et Gauche ne se distinguent pas dans les faits. L'une et l'autre ont en commun de



Saint Louis rendant la justice sous le fameux chêne de Vincennes (statue par Louis Guillaume dans la galerie Saint Louis du Palais de Justice de Paris).

n'avoir pas cru à l'intérêt, y compris économique, y compris pour la pauvre fameuse balance commerciale, d'une politique inspirée de d'Ecologie, et d'avoir ainsi raté une chance pour les Français d'instaurer une société inspirée, parce que s'inspirant de nos désirs les plus profonds, de nos talents, de nos ressources, au lieu de courir tant bien que mal après des modèles, hier américains, aujourd'hui japonais. Droite et Gauche ont en commun d'avoir brimé les écologistes et de les détester maintenant qu'ils leur prennent des voix.

UN REGIME NATURE

Alors quoi ? Existe-t'il un régime politique, un corps de pensées et de sentiments, en accord avec les deux grands critères « écosophiques » ? Proposons une devinette : quel régime en France a eu le plus de connivence avec la durée ? Quel est celui qui dans notre Histoire a manifesté le plus de sens du long terme et de réussite dans ses desseins ?

Quel régime s'inspire de faits de nature jusque dans sa constitution même, jusqu'à accepter que le Pouvoir suprême en dépende ?

Réponse d'évidence : la Royauté. Régime analogique en ses principes plus qu'idéologique, bio-logique et pas seulement logique, il reproduit au

sommet de l'Etat les grands moments de la Vie, de la naissance à la mort ; enraciné dans le passé, évoluant, sans table-rase, d'avenir en avenir, il épouse le Temps par la Lignée ; entremêlant le spirituel et le charnel il est en odeur de Poésie. Curieusement, le Droit qui se prétend divin ne tient pas à faire l'ange, lui.

Les symboles royaux sont aussi vrais que nature. L'arbre généalogique représente cette épousaille d'une lignée, d'une Maison, d'une écologie (éco, de *oikos*, en grec : maison, milieu naturel), la Maison de France, avec une Terre et le Temps. Les armoiries de cette maison portent des fleurs de lys sur champ d'azur. Homonymement le nom d'un être sympathique, dont on fait volontiers une sorte d'intermédiaire entre l'homme et l'animal, désigne aussi le successeur par filiation du souverain. L'Ecologie n'est pas d'un régime, certes, mais la Royauté a vocation écologique.

Qu'on ne dise pas qu'Elle est révolue ! Les événements de l'Est montrent à quel point l'Histoire a plus d'un détour dans son sac, plus d'une surprise, à défaut d'un sens. Et puis la Royauté prouve encore, ici, de nos jours ses vertus curatives. N'a-t'il pas suffi d'une petite dose de monarchie administrée à la Vème pour donner quelque

vigueur à la République.

VERTEMENT VÔTRE

Alors, en attendant, ou plutôt sans attendre, il s'agit de cultiver en nos jardins intérieurs les pensées gardiennes de la terre, des êtres, des choses, et de développer l'intelligence des conditions (non tant de vie que) de la Vie. Parmi celles-ci, la révision du credo en une croissance indéfinie s'impose. Fondée sur une comptabilité tronquée, qui omet les pertes, les traites et hypothèques sur l'avenir, ce credo fausse l'appréciation objective de la situation.

Du côté du sentiment d'appartenance, des évolutions sont en cours. Citons : un moindre cloisonnement entre psyché et soma, une écoute plus attentive des « énergies » dans lesquelles nous baignons et dont nous sommes constitués, un regard modifié, surtout des jeunes, sur les animaux, une conscience de l'interdépendance de notre être, de notre santé, et de l'état de la Terre.

Enfin, au plan politique, la montée des Verts (plus que des nuisances) plonge les « responsables » (ils adorent se désigner ainsi) dans une marée noire de perplexités, accrue par le déferlement de rapports scientifiques qui osent dire ce qui n'était guère douteux, et davantage... Selon leur longueur de pensée

les « Responsables » vont tenter de gagner des délais : 1) en atermoyant comme au sujet de la Loire ; 2) en désignant à l'opinion alarmée des boucs émissaires. L'indécent Lalonde a ouvert la chasse - haro sus aux vilains !

Les dirigeants des « Partis » tentent également une manœuvre de récupération en clamant : « *Tout le monde il est beau, tout le monde il écolo !* » En foi de quoi un mouvement spécifique serait inutile. Hier, ils traitaient les écolos de folklos ; aujourd'hui ils les veulent forclos. Non, tout le monde est contre la torture, Amnesty n'en est pas moins indispensable. Afin de lutter contre les sévices infligés à la Terre, une organisation politique motivée, avertie, l'est tout autant. Elle est nécessaire pour marquer à la culotte tous nos « Imprévoyants », pour surveiller leurs agissements inconséquents et/ou intéressés, elle est nécessaire pour rappeler à la rigueur scientifique - enfin ! - technocrates et autres apprentis sorciers, et pour promouvoir des progrès positifs.

Et aussi longtemps que les dirigeants politiques n'auront d'oreilles que pour la voix des urnes, faisons-les vertement chanter.

Bernard LHOTE

DOSSIER

YOUUGOSLAVIE



LE RETOUR D'ALEXANDRE

LE RETOUR TRIOMPHAL DU PRINCE ALEXANDRE À BELGRADE

On sentait que devant l'effondrement du communisme à l'Est les rois ou chefs des anciennes Maisons royales effectuaient un retour en force dans le cœur de leurs peuples. Mais nul n'avait été sur place le vérifier après les tentatives infructueuses du roi Michel pour rentrer en Roumanie, même si en mai dernier, le retour à Sofia de la princesse Marie-Louise laissait deviner l'immense espoir que pouvait incarner la famille royale. Alexandre fut donc le premier, en ce 5 octobre 1991 à fouler le sol de sa patrie pour y recevoir un triomphe, s'y faire fêter comme un roi. Une sorte de consécration de sa légitimité.

Pour Alexandre, accompagné de sa femme Catherine et de ses trois enfants (issus d'un premier mariage avec la princesse Maria de Gloria d'Orléans-et-Bragance, nièce de la Comtesse de Paris), c'est aussi la première fois qu'il pose le pied en Yougoslavie que son père, le roi Pierre II, avait quittée en 1941 pour rejoindre à Londres les chefs d'Etat alliés en exil après avoir déclaré courageusement la guerre aux armées hitlériennes. D'ailleurs, Alexandre est né à Londres le 17 juillet 1945, peu avant que Tito devenu maître de

la Yougoslavie avec la complicité de Churchill n'abolisse la monarchie.

Quarante-cinq ans après, nul n'aurait pu prédire quel accueil le fils et héritier du dernier roi recevrait à Belgrade. Pas même les partis de l'opposition serbe, unis contre le néo-communiste Slobodan Milosevic qui - Vuc Draskovitch (président du SPO, le *Mouvement pour le Renouveau Serbe*) en tête - ont invité le prince héritier Alexandre à rentrer dans son pays. Surpris par la chaleur de l'accueil et l'enthousiasme d'une foule immense qui l'accueille à l'aéroport de Belgrade, Alexandre ne peut cacher son émotion. Il s'agenouille sur un tapis de terre fraîche de Topola (berceau de sa dynastie) et l'embrasse, avant de recevoir en signe de bienvenue le pain et le sel tandis que résonne l'hymne royal serbe. Des gestes symboliques qui s'expriment avec toute la force d'un demi-siècle d'interdit.

Devant cette foule compacte composée de vieux *cetniks* au visage buriné, de miliciens serbes nationalistes en treillis au regard dur, de jeunes royalistes fervents brandissant des portraits de la famille royale ou

agitant des drapeaux frappés de l'aigle bicéphale des Karageorges, des militants des partis d'opposition, des religieuses en noir le mouchoir à la main, ou encore des gens simples endimanchés pour l'occasion, la voix mal assurée du prince Alexandre se fraye un chemin parmi la clameur qui l'accueille : *« Aujourd'hui, est le plus beau jour de ma vie. J'ai toujours rêvé qu'un jour je rentrerai chez moi et ce rêve, cet espoir, s'accomplissent aujourd'hui... Je suis venu ici pour rendre hommage à la mémoire de mon grand-père le roi Alexandre 1er et à tous mes ancêtres. Pour moi et ma famille, c'est un grand moment historique que de rentrer en Serbie où sont les racines de la dynastie des Karageorges. Je suis aussi venu parce que je me sens personnellement et profondément concerné par la situation terrible du pays et dans l'espoir que je puisse contribuer au processus de paix et d'unité. Ma mission est une mission de paix, de réconciliation et de démocratie qui s'adresse à tous ceux qui vivent dans ce pays quelles que soient leurs convictions politiques. Conscient de ma responsabilité historique, je m'inquiète pour tous les Serbes et pour les*

morts de tous les côtés... J'appelle tous les politiciens à soutenir le principe d'un règlement négocié. Le conflit armé doit cesser... ». La foule reste silencieuse lorsque le prince parle de démocratie, mais exulte lorsqu'il évoque la Serbie. « *Surbia, Surbia* » scandent les milliers de sympathisants devant l'aéroport, ou encore « *Nous voulons notre roi ! Vive le roi !* ». Mais déjà le prince Alexandre pousse son fils aîné Pierre, 11 ans, devant le micro, lequel, dans un serbo-croate parfait, enflamme la foule pour un petit discours patriotique. Sous les vivats de ces quelques milliers de fidèles, la famille royale a bien du mal à quitter l'aéroport, traverser la ville et

rejoindre le Monument aux Héros de la Première Guerre Mondiale à Avala.

Et c'est à la nuit tombante que Alexandre et sa famille poursuit sa « chevauchée » triomphale autant que symbolique. A Avala, il y a toujours cette foule qui l'acclame tandis qu'il dépose une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat inconnu. Le monument d'Avala, construit sur les ordres du roi Alexandre Ier, son grand-père, le conduit naturellement sur les pas du fondateur de la Yougoslavie unifiée et le démarque quelque peu du nationalisme pan-serbe exacerbé de Vuc Draskovitch, toujours aux côtés du prince. Mais Alexandre joue serré, il a compris que sa marge de manoeuvre serait

étroite entre ce nationalisme qui l'acclame et les valeurs démocratiques qu'il incarne. Alors, résolument Alexandre se place dans l'ombre de son grand-père le roi unificateur et joue la carte de la tradition royale. Le lendemain matin, dimanche 6 octobre, la foule est encore plus dense devant la petite église Saint Georges d'Oplenac dans le village de Topola où est née la dynastie royale des Karageorges en 1804. Le pain, le sel, les fleurs, et ces milliers de mains levées les trois doigts tendus vers le ciel symbolisant la trinité chrétienne symbole de bienvenue orthodoxe. Là, devant le tombeau de son grand-père Alexandre Ier, et de tous ses ancêtres, Alexandre ne peut retenir ses larmes. L'émotion du retour, le triomphe de l'Histoire, mais peut-être aussi la tristesse devant le spectacle de son pays déchiré par une guerre civile fratricide.

Comment Alexandre peut-il ignorer la clameur des cinquante mille supporters massés devant la cathédrale Saint-Sava de Belgrade qui attendent de lui qu'il prenne la tête de la croisade nationaliste, qu'il ressuscite la Grande Serbie d'antan, et devienne le porte-drapeau de la fierté nationale serbe longtemps étouffée sous le boisseau du croate Tito. Vuc Draskovitch est là qui veille dans l'ombre à



recupérer pour son compte l'enthousiasme que suscite la présence du prince. Tout comme Slobodan Milosevic qui, pour se maintenir au pouvoir, n'a pas hésité à jouer la carte nationaliste serbe au Kosovo ou en Slavonie, et qui s'est bien gardé d'interdire la visite d'Alexandre. Alors Alexandre, le prince en exil, avance prudemment la carte royale. Avec une grande intelligence politique, il s'appuie sur ses compatriotes serbes, base de son support puisqu'il est lui-même l'héritier d'une dynastie serbe, pour trouver des réponses aux véritables problèmes du pays que le nationalisme ne peut résoudre : « *C'est un grand jour historique pour la dynastie des Karageorges dont les racines sont ici en Serbie. C'est un plus grand jour encore pour la liberté, la démocratie et la renaissance de l'espoir. Après avoir constaté de loin la tragique désagrégation de ce grand pays, je viens ici pour la première fois avec une mission, un but essentiel dans mon esprit et dans mon coeur : l'établissement de la paix par la négociation et la renaissance de la liberté politique et économique à travers la démocratie parlementaire... Ce à quoi nous avons assisté hier était une explosion d'une émotion profonde, d'une frustration et d'une colère dirigée contre 45 années d'oppression, de pauvreté et*

d'esclavage... J'ai réfléchi avec mon esprit et mon coeur comment répondre au mieux au désastre économique et à l'impasse politique de mon peuple, et écouté les messages clairs que vous avez adressés au monde libre. Je suis toujours conscient de mes responsabilités historiques... Si vous voulez de moi, j'offre ma personne à ma patrie comme ambassadeur de

la paix, soutien de la démocratie parlementaire, combattant des libertés individuelles, champion des droits de l'homme, protecteur de tous les Serbes où qu'ils se trouvent, croisé des libertés économiques et politiques conditions premières de la prospérité, et comme un partisan acharné de l'auto-détermination des peuples libres... ». On mesure par ce discours le fossé que veut com-



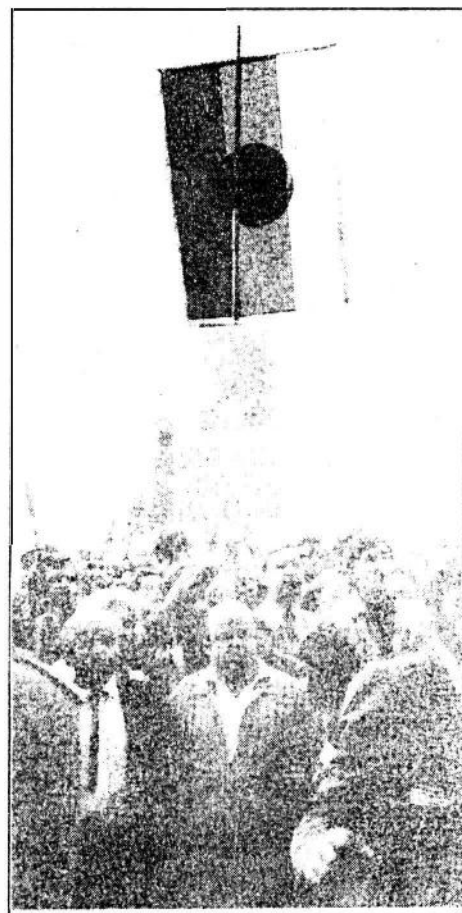
bler Alexandre entre ses accents démocratiques et les cris nationalistes vengeurs, assoiffés de revanche. Mais Alexandre, sur le parvis de la cathédrale Saint-Sava, au pied de la statue monumentale de son illustre ancêtre Karageorge, a parfaitement réussi son entrée sur la scène politique serbe. Il s'est d'emblée imposé comme fédérateur, réconciliateur, et pacificateur. En prenant bien soin de relever les traditions royales serbes, il a fait passer son message. D'ailleurs, il suffit pour s'en convaincre d'écouter les réactions de la foule. Elle lui crie : « *reste avec nous* ». Et parmi ses fidèles, beaucoup croient encore que la paix est possible si le prince devient roi. « *Je crois que c'est le seul qui puisse aujourd'hui ramener la paix dans ce pays ; il est jeune, élevé avec les valeurs occidentales mais fidèle à nos traditions, c'est pourquoi je crois que s'il devient roi constitutionnel il nous apportera la paix, la démocratie et la prospérité* » explique Radmila Pavlovitch, professeur à Kragujevac. « *Cela fait cinquante ans que notre peuple attend le retour de son roi* » dit une autre jeune fille très émue par les discours du petit prince Pierre qui harangue la foule du haut de ses onze ans, en faisant vibrer la fibre patriotique par de colorés « *Vive la Serbie* ». Véritable baptême princier pour lui aussi sous l'ova-

tion de la foule. Et l'on peut certainement parler de légitimité retrouvée devant l'ampleur et la force de l'assentiment populaire qui s'est exprimé à Belgrade. Symbolique aussi la messe de requiem à la mémoire du roi Alexandre Ier dite par le Patriarche Paul sous les ors de l'Eglise orthodoxe serbe. Sont présents le prince Alexandre, son épouse, ses trois enfants, mais aussi la vieille princesse Radmila, veuve du prince Georges frère cadet du roi Alexandre Ier, ou encore la princesse Élisabeth, fille du régent Paul. Quant au prince Tomislav, seul frère du roi Pierre II vivant encore, il devait arriver à Belgrade dans la soirée. Peu après la messe, le patriarche Paul - qui dix jours auparavant s'était opposé à la visite du prince sans doute guidé par ses liens avec le gouvernement serbe - a fait acclamer la famille royale du haut de la patriarchie. En guise de sacre populaire.

Déjà, dans les rues de Belgrade, circule la rumeur que le prince Alexandre a décidé de rester en Serbie et de ne pas regagner Londres. Tandis qu'il confère avec ses collaborateurs à l'Hôtel Intercontinental, la princesse Catherine emmène les enfants visiter l'hôpital universitaire pour enfants de la ville. Cet hôpital, auquel la fondation que préside la princesse a déjà

apporté une aide de trois cent mille francs pour l'achat d'un incubateur pour bébés prématurés, est l'objet de tous ses soins. Elle apportera à chacun des enfants malades cadeaux et friandises. Mais elle ne pourra retenir ses larmes lorsque le directeur de l'hôpital - avec une rare cruauté - lui offrira le spectacle effroyable des blessures des enfants serbes victimes de la guerre civile !

Pour clôturer la visite, un grand dîner devait ensuite réunir la famille royale et les membres



de l'opposition et leurs invités. En définitive, le prince a choisi de rentrer à Londres. « *Mieux vaut deux journées historiques qu'une visite qui s'éternise et qui en effacerait les effets positifs* » remarque un proche collaborateur du prince. De fait, la presse serbe du lundi 7 octobre salue le triomphe de son «roi». A la une de *Borba*, l'ancien quotidien du parti communiste serbe, Alexandre n'est plus le prince héritier d'une Yougoslavie défunte, mais Alexandre II Karageorgévitch. Alexandre a gagné la première manche. Du côté du peuple. Il s'est identifié complètement avec l'identité nationale serbe tout en s'efforçant de se démarquer de l'opposition nationaliste. En jouant la carte de la tradition historique, et fondant sa légitimité sur sa base serbe, il a tenu un discours politique courageux, prônant la raison, la réconciliation, l'unité et la paix, désirant surtout apporter symboliquement l'espoir qui fait défaut à son peuple.

En quittant le sol de la Serbie, Alexandre a assuré : « *je reviendrai* ». Quand ? Sans doute en décembre, pour la saint-André, la fête patronymique de la dynastie. Pour l'heure, une pétition en faveur d'un référendum pour la monarchie circule à Belgrade, tandis que l'opposition fait pression sur le gouvernement pour que le décret d'expul-

sion de la famille royale soit annulé au Parlement (la famille royale qui a perdu sa citoyenneté en 1947 est rentrée en Serbie sans présenter de papiers d'identité). Pour sa première visite à Belgrade, Alexandre a semé le germe de la monarchie. Plus que jamais, le sol de la Serbie est fertile aux héros. En décembre, sera-t-il déjà temps de récolter ? Nul ne le sait, mais qui oserait affirmer le contraire ? Mais la Yougoslavie de son grand-père n'existe plus. L'union des Slaves du Sud a vécu et le rêve unificateur des rois Karageorgévitch s'est effon-

dré dans la folie nationaliste. La guerre civile lui interdit désormais tout espoir de reconquérir le trône de Yougoslavie. Mais la Serbie en armes lui demande d'accomplir son destin. Et d'être fidèle à sa tradition ! Comme roi des Serbes... Dans l'avion qui le ramène à Londres, Alexandre n'est plus tout à fait un roi en exil. Au petit prince Pierre à qui l'on demande : « *es-tu content de rentrer chez toi ?* », il répond, le regard brillant : « *chez moi, c'est à Belgrade !* ».

Stéphane BERN



ENTRETIEN AVEC LE PRINCE HÉRITIER ALEXANDRE DE YUGOSLAVIE

Dans l'avion qui le conduisait de Zurich à Belgrade, le prince héritier Alexandre a bien voulu commenter sur le vif son retour vers sa patrie.

● **Q : Vous allez en Serbie, et non en Yougoslavie ?**

Alexandre de Yougoslavie : « Après tout, Belgrade est la capitale, mais je vais là d'où ma famille est originaire. Je suis connu dans toute la Yougoslavie pour mes opinions démocratiques. J'ai même été désigné "homme de l'année" par un grand magazine slovène au nom des principes que je défends. Mais dans le même temps, je suis fier de mes origines et je n'oublie pas que la dynastie Karageorgévitch est serbe. Cependant, je suis né et ai été élevé à l'Ouest avec des valeurs démocratiques occidentales. Et cela peut être utile pour tous les Yougoslaves, pas seulement les Serbes. Moi, j'espère sincèrement que nous pourrions résoudre la crise yougoslave par la négociation et dans ce sens les valeurs démocratiques que j'incarne peuvent être utiles à tous ».

Q : Vous allez à Belgrade avec un plan de paix ?

A. de Y. : « Je viens avec l'espoir de rencontrer des hommes politiques de tous les horizons. J'ai déjà établi des contacts avec beaucoup d'entre eux. Je crois que le but de ma visite est de créer un climat de confiance, et pas seulement avec les Serbes. J'insiste sur le fait que je reconnais pleinement le droit à l'autodétermination et que seule la négociation peut résoudre la forme future de la Yougoslavie et l'indépendance de chaque Etat. Les gens sont libres de venir ou aller où ils veulent, mais certainement pas d'imposer leur volonté par les armes. Cela ne peut être fait qu'autour d'une table de négociation où l'on pourra définir la forme future de la confédération, les nouvelles frontières, et l'avenir politique du pays : fédération, confédération, commonwealth ou marché commun. Toutes ces formes sont envisageables, nous le savons bien en Europe de l'Ouest ! »

● **Q : Est-ce le bon moment d'aller en Serbie ?**

A. de Y. : « Oui, c'est le bon moment parce que nous sommes à un point charnière et que je suis très inquiet pour mes compatriotes, pas seulement les Serbes, mais tous mes compatriotes yougoslaves. Moi et les valeurs démocratiques que j'incarne peuvent aujourd'hui être utiles à trouver une solution politique dans le pays. C'est la raison pour laquelle

j'ai accepté l'invitation de l'opposition unie au gouvernement de Milosevitch et que ce dernier a autorisé ma venue ».

● **Q : En vous rendant uniquement en Serbie alors que la guerre civile fait rage à Vukovar, ne pensez-vous pas que vous cautionnez la politique serbe contre les Croates ?**

A. de Y. : « Non, je ne suis ni ne veux constituer une menace ou une caution pour personne. En tous cas, je ne suis pas une menace pour les Slovènes ou les Croates parce que j'ai toujours dit que, soucieux des êtres humains, je respectais chaque nationalité, religion, coutume ou langue. Ce sont les valeurs démocratiques qui constituent pour nous occidentaux une seconde nature. Et ce sont ces valeurs que la Yougoslavie doit adopter. Je crois que les gens souhaitent ardemment que ces valeurs soient mises en pratique ; les leaders politiques d'aujourd'hui doivent - je sais que c'est dur - mettre de côté leur esprit nationaliste pour donner priorité absolue au peuple ».

● **Q : Y-a-t-il encore une Yougoslavie ?**

A. de Y. : « Je ne crois pas que la Yougoslavie existe encore sous la forme qu'on lui a connue toutes ces années. Je crois plutôt que nous assistons à la constitution d'une nouvelle forme fondée sur l'indépendance des différentes républiques. J'y suis favorable au nom du principe essentiel de l'autodétermination des peuples, mais je veux absolument que soit garantis la sécurité et les droits des minorités qui vivent sur les territoires de ces différentes républiques. La Slovénie ne pose aucun problème. Il en va différemment de la Croatie où la minorité serbe est directement menacée. Mon but est d'appeler chaque partie, chaque communauté, au dialogue pour éviter à tout prix que nous arrivions à une "libanisation" du pays. Nous devons construire un nouveau pays - ou de nouveaux pays - pacifiquement sans qu'on s'y entre-tue. C'est à mon sens la seule issue ».

● **Q : Comment analysez-vous les circonstances qui favorisent aujourd'hui votre retour ?**

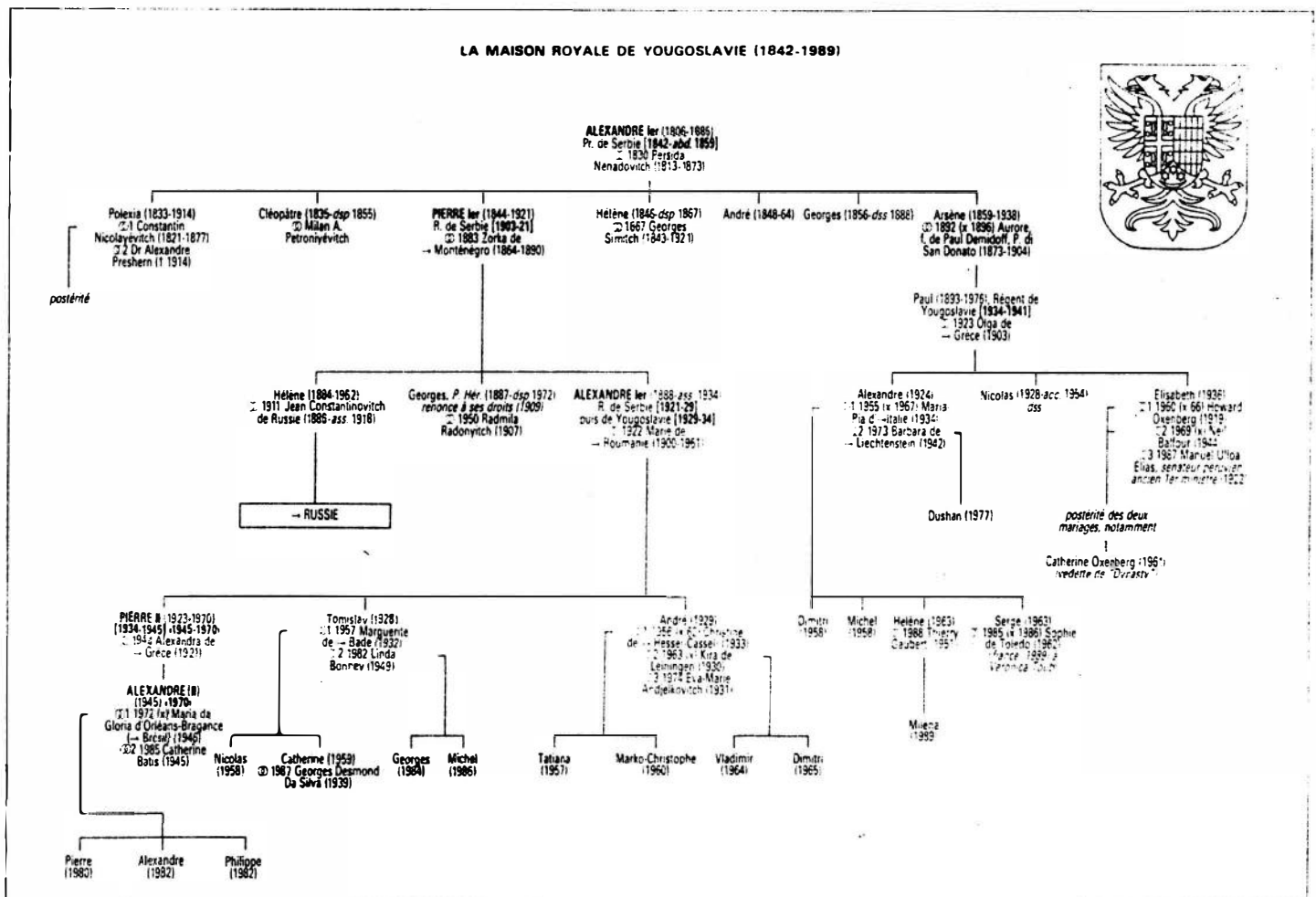
A. de Y. : « Ce à quoi nous assistons en Union Soviétique et en Europe de l'Est est un nouveau départ, certes très douloureux, mais aujourd'hui nous voyons la fin de la Seconde Guerre Mondiale, même si dans le même temps nous assistons à l'émergence du nationalisme. Cela me préoccupe beaucoup parce que j'ai conscience que le nationalisme constitue pour tous ces peuples un ancrage, une aide, voire une religion, alors même qu'ils ne savent pas

vers où ils se dirigent dans leur ardent désir de vivre mieux. Nous devons absolument les rassurer et créer les conditions de la confiance. Dans le cas de la Yougoslavie, je suggère que nous nous retrouvions tous autour d'une table de négociation à Genève (la ville qui détient des records en matière de conférences de paix réussies) sous l'égide de la Communauté européenne représentée par l'éminent Lord Carrington n'incluant pas seulement les différents présidents des républiques yougoslaves, mais aussi les membres de l'opposition (dont je sais qu'elle représente plus de gens que les élections n'ont bien voulu le montrer du fait du contrôle des néo-communistes sur les médias) ou les responsables religieux (orthodoxes, catholiques, musulmans et juifs) ou encore un certain nombre de personnalités intellectuelles qui ne sont pas animées par des passions politiciennes. J'ai adressé un message en ce sens au président de la Commission européenne, et je me tiens prêt à participer de

quelque manière que ce soit au processus de paix dans mon pays ».

Deux jours plus tard, dans l'avion qui le ramenait vers l'Angleterre, le prince Alexandre ne cachait pas sa tristesse de quitter - momentanément - sa patrie retrouvée, mais exprimait le désir de prendre du recul afin de faire le bilan de son voyage et de juger par quelle manière opportune il pourrait contribuer au processus de paix : « Ce voyage a indéniablement changé ma vie, car cela m'a montré que j'ai une immense responsabilité envers mon peuple. Il a besoin d'aide, et d'espoir. Mais en premier lieu, il lui faut la paix ! C'est ce message de paix et de réconciliation que je suis venu apporter, en m'appuyant sur une base de support que sont mes compatriotes serbes. J'espère que mon message sera aussi entendu en Slovénie et en Croatie et je veux croire qu'il est encore possible d'éviter la guerre civile ».

LA MAISON ROYALE DE YUGOSLAVIE (1842-1889)



PETITE HISTOIRE DE LA YUGOSLAVIE

extraite du dictionnaire d'Histoire le « Petit Mousse »

YUGOSLAVIE. *Jugoslavija*. État de l'Europe du Sud-Est, le plus étendu de la péninsule balkanique; capitale *Belgrade*. (Pour l'histoire des Yougoslaves avant 1918, voir SERBIE, MONTÉNÉGRO, CROATIE, SLOVÉNIE, BOSNIE, DALMATIE.)

Le royaume de Yougoslavie (1918/1945)

Le mouvement en faveur d'une union de tous les Slaves du Sud, d'abord connu sous le nom d'*illyrianisme*, remonte au début du XIX^e s. Mais il fallut attendre l'effondrement de l'empire d'Autriche-Hongrie, à la fin de la Première Guerre mondiale, pour que cette union pût se réaliser, sous la direction de la Serbie, laquelle faisait partie des Alliés victorieux. Le 20 juill. 1917, la déclaration de Corfou, publiée conjointement par un Comité yougoslave en exil et par le gouvernement serbe réfugié, affirma que les Serbes, les Croates et les Slovènes devaient constituer une seule nation, sous la dynastie des Karageorgévitch (v.), dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle et parlementaire. Le 23 nov. 1918, un Congrès national yougoslave, réuni à Zagreb, proclama l'union des territoires croates et slovènes avec les royaumes de Serbie et de Monténégro, et, le 1^{er} déc., le nouvel État prit le nom de *royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes* (le nom de *Yougoslavie* ne fut officiel qu'en 1929). Son premier souverain fut Pierre I^{er} Karageorgévitch, mais, en raison de son grand âge et de son état de santé, la régence fut assumée par son fils, le prince Alexandre, qui, à la mort de Pierre I^{er}, devint roi sous le nom d'Alexandre I^{er} (1921/34). Les frontières du nouvel État furent fixées par les traités de Neuilly (27 nov. 1919), Saint-Germain (10 sept. 1919) et Trianon (4 juin 1920).

L'organisation intérieure se heurta à de graves problèmes de nationalités : d'une part, la Yougoslavie englobait de nombreuses populations non slaves (Allemands, Hongrois, Albanais, Roumains), qui formaient environ 15% de sa population; d'autre part, les Slovènes et les Croates, très attachés à leur particularité, ne tardèrent pas à s'opposer aux Serbes, qui tentaient d'imposer une politique centralisatrice incarnée par Pachitch, Premier ministre de 1921 à 1926. A l'extérieur, la Yougoslavie se trouvait en conflit latent avec l'Italie, à propos de Fiume, de la côte adriatique et de l'Albanie, et avec la Hongrie et la Bulgarie, qui réclamaient le retour des territoires qui leur avaient été arrachés par les traités de 1919/20; aussi la politique yougoslave devait-elle se

fonder avant tout sur une alliance avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie, puissances bénéficiaires de la Première Guerre mondiale; les trois pays formèrent la Petite-Entente (v.), dirigée principalement contre le révisionnisme hongrois. Un traité d'amitié franco-yougoslave fut signé en nov. 1927.

Devant la résistance grandissante des Croates, le roi Alexandre établit en janv. 1929 une dictature monarchique qui tenta de fondre les diverses nationalités en un seul peuple, uni par la fidélité dynastique; la réorganisation administrative d'oct. 1929 renforça les tendances centralisatrices, mais le nationalisme croate ne put être désarmé et prit même une forme terroriste avec les Oustachis (v.) d'Ante Pavelic. Le 9 oct. 1934, au cours d'une visite officielle en France, le roi Alexandre fut assassiné, en même temps que le ministre Barthou, par des terroristes croates. Le roi Pierre II (1934/41) n'étant encore qu'un enfant, la régence fut exercée par le cousin du roi défunt, le prince Paul. Le ministère Stoyadinovitch (1935/39) esquaissa, sans obtenir de grands résultats, une politique plus conciliante à l'égard des Croates. A l'extérieur, inquiet de la faiblesse des démocraties en face de Hitler, Stoyadinovitch délaissa le système de la Petite-Entente pour se rapprocher de l'Allemagne et de l'Italie et pour signer un traité d'amitié avec la Bulgarie (janv. 1937). La Yougoslavie assista passivement à l'annexion de l'Autriche par Hitler et au démembrement de la Tchécoslovaquie. Stoyadinovitch, n'ayant pu résoudre le problème croate, dut se retirer en févr. 1939, et le pouvoir passa entièrement entre les mains du régent Paul. Par le compromis Tsvetkovitch-Matchek (août 1939), la Croatie fut érigée en *banovine* autonome.

Conformément à son évolution des années précédentes, la Yougoslavie demeura neutre au début de la Seconde Guerre mondiale. Après l'effondrement de la France, elle adhéra à l'«ordre nouveau» des dictatures et signa le pacte tripartite (25 mars 1941). Mais, deux jours plus tard, le gouvernement Tsvetkovitch fut renversé par une conspiration d'officiers de l'armée de l'air opposés à l'Allemagne (27 mars) : Pierre II prit le pouvoir, et un nouveau gouvernement fut formé sous la direction du général Simovitch. Craignant un ralliement imminent de la Yougoslavie au camp allié, Hitler fit aussitôt envahir le pays par la Wehrmacht (6 avr.), et, en moins de deux semaines, la Yougoslavie fut submergée, puis démembrée : la Croatie s'érigea en État indépendant; l'Italie annexa la Slovénie, la côte et les îles dalmates; la Bulgarie reçut la plus grande partie de

APRÈS L'HORRIBLE ATTENTAT DE MARSEILLE

La Yougoslavie et la France en deuil

ALEXANDRE I^{er}
par Raymond RECOULY



Le roi Alexandre, mort au grand moment de la victoire.
(STANISLAV, MARSEILLE-PARIS)

La reine Marie

et M. Lebrun
veillent seuls
dans la chapelle
ardente
improvisée

LA CHAPPELLE EN DEUIL
A L'ÉTAT MAJOR DU NATION
UNE NOS ENVOIES SPÉCIAUX

Le Président de la République
en visite au palais
de M. Herriot et Laval

(L'ÉCLAIR, PARIS)

MARSEILLE EN DEUIL

A REÇU CE MATIN
AVEC ÉMOTION
LA REINE MARIE
DE YOUGO-SLAVIE

Le Président de la République
en visite au palais
de M. Herriot et Laval

Le Président de la République
en visite au palais
de M. Herriot et Laval

(L'ÉCLAIR, PARIS)

Le meurtrier

dont on ignore
l'identité vraie
avait préparé
minutieusement
son attentat

Le Président de la République
en visite au palais
de M. Herriot et Laval

Le Président de la République
en visite au palais
de M. Herriot et Laval

(L'ÉCLAIR, PARIS)

LOUIS BARTHOU
par Abel HERMANT



M. Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, mort au moment
de la victoire, à Paris, le 10 octobre 1934.

Grand soldat, grand homme d'Etat, grand ami de la France, le roi Alexandre de Yougoslavie, qui vient de périr à Marseille, sous les balles d'un assassin, réunissait en lui toutes les vertus les plus nobles, les plus belles, les plus héroïques de son peuple.

La maturité de son esprit, la noblesse de sa précision de ses connaissances, la précision de ses connaissances, le respect de son caractère, l'approfondissement.

Lors de son premier voyage à Paris, alors qu'il était prince héritier, j'eus l'occasion de le rencontrer, de m'entretenir longuement avec lui, chez mon vieil et cher ami Milenko Vesnitch, ministre de Serbie en France. Le sérieux, la gravité de ses propos, le regard attentif et pénétrant derrière son lorgnon, l'ardeur, le brio contenu qu'il apportait à sa tâche ne manquèrent pas de m'impressionner grandement.

Laissez s'écouler dans les Balkans, en présence du colosse austro-hongrois, la petite, la minuscule Serbie commença par faire tête, par infliger les plus cuisantes défaites à son ennemi qui se flattait imprudemment de la submerger et de l'abattre. Elle résista tant qu'elle put, elle s'accrocha, s'agrippa au sol de la patrie; quand les Bulgares entrèrent en jeu, quand l'Allemagne joignit ses forces à celles de l'Autriche, attaquée de toutes parts, prise entre deux feux, elle fut obligée de céder, d'évacuer son territoire, d'amener, par une randonnée héroïque, jusqu'à l'Adriatique, ses troupes exténuées, que ne cessait de conduire, d'entraîner, d'animer le prince Alexandre, le futur roi.

Vint l'heure de la victoire. Alexandre, à la mort de son père, monta sur le trône d'un royaume immensément agrandi, doublant presque son territoire et sa population. Difficultés et périls n'étaient pas jetés. Ils ne faisaient, au contraire, que commencer. Comment souder ensemble, dans le même creuset de l'unité nationale, des peuples appartenant à la même race, parlant la même langue, mais accoutumés, depuis des siècles, à vivre séparément, sous une domination étrangère, divisés par surcroît par une différence de religion ? Serbes et Croates, impétueux et batailleurs, pour ne rien dire des Slovènes, des Dalmates, envahirent tous des députés à Belgrade. Si nos députés à nous, dans une France unifiée depuis mille ans, n'arrivent pas toujours à

s'entendre, comment supposer qu'une telle entente s'établirait aisément, chez des hommes, dont le point de départ, les traditions, les habitudes étaient si différentes ?

Le roi Alexandre prolongea le plus qu'il put cette expérience. Dès qu'il eut l'impression que cela tournait très mal, avec une balance, un sang-froid, une promptitude de décisions très remarquables, il s'empressa d'y mettre fin. Il suspendit provisoirement les libertés parlementaires, estimant qu'elles mettaient en péril les intérêts essentiels de sa patrie. Il réunit en sa personne tous les pouvoirs. Il gouverna par lui-même et il gouverna fort bien. Aussitôt que l'ordre, la tranquillité furent rétablis, il se hâta, ce qui prouve sa sagesse, de renoncer à la dictature, à laquelle il n'avait eu recours que contraint et forcé.

Il fut un des créateurs, un des pères de la Petite-Entente, au sein de laquelle nulle voix n'était plus écoutée que la sienne. La franchise, la loyauté de sa politique, attiraient à la Serbie la considération, le respect de tous ses voisins, même de ses anciens adversaires. J'ai souvent entendu des Autrichiens, des Hongrois parler avec admiration de la force, de la vaillante nation yougoslave.

Le roi Alexandre venait ces temps derniers de réconcilier son pays avec la Bulgarie, ce qui pouvait paraître un tour de force impossible, quand on connaît l'antagonisme qui, sur la question macédonienne, séparait les deux nations. Les négociations qu'il allait, lui-même, mener à Paris avec notre ministre des Affaires étrangères, M. Louis Barthou, mort en service commandé à ses côtés, étaient essentielles pour la paix de l'Europe. Elles étaient une des conditions indispensables de notre rapprochement avec l'Italie.

Courage, noblesse et grandeur d'âme, affection profonde pour la France, de qui rien ne pouvait le séparer, accomplissement consciencieux de sa tâche, le roi Alexandre, dont nous pleurons la mort, tenait une place éminente parmi la demi-douzaine de souverains, de chefs d'Etat, faute desquels notre Europe risquerait de s'en aller aux abîmes !

Raymond RECOULY.

L'ASSASSINAT DE BARTHOU ET D'ALEXANDRE

Ministre des Affaires étrangères du cabinet Doumergue, Louis Barthou, qui appartenait à la génération de Français de la « revanche » de 1914 ne nourrissait aucune illusion sur l'Allemagne, que ce fût celle de Guillaume II, de Stresemann et, à tort ou à raison, celle d'Hitler. Pour s'opposer au Reich sans doute voulait-il un rapprochement avec les pays balkaniques, la Russie et l'Italie. Après avoir accueilli l'URSS à la Société des Nations, Barthou a rendu visite au Roi Alexandre de Yougoslavie. Pour marquer clairement l'étroite coopération entre les deux pays, il a été convenu que le roi viendrait en France en octobre. Entre temps, Barthou doit ouvrir des négociations avec l'Italie et tenter de la rapprocher de la Yougoslavie, quitte à consentir à l'Italie des concessions. La Hongrie, désireuse de voir réviser le traité de Versailles pour retrouver sa grandeur passée, s'inquiète de ce rapprochement. C'est elle qui inspira le crime dont elle attend le salut. Le roi Alexandre arriva à Marseille le 9 octobre 1934. Barthou l'accueillit, ils prennent place dans la même voiture découverte. Un assassin, Petrus Kalemén, tue le Roi et blesse le ministre des Affaires étrangères qui meurt peu après.

La disparition de Barthou, outre ses conséquences sur le plan intérieur, se traduira par un profond changement d'orientation en politique extérieure. Son successeur aux Affaires étrangères, Pierre Laval, homme d'une autre génération, nourrit un profond mépris pour la Société des Nations et souhaite un rapprochement franco-allemand.

Pour les inspirateurs du meurtre de Barthou et du Roi Alexandre, le crime aura payé.



OUSTACHIS

Signe de ralliement des oustachis.

Il était tatoué sur le bras de

P. Kalemén, assassin du roi de

Yougoslavie Alexandre I^{er}, à

Marseille, 9 oct. 1934. Devise :

« Svoboda ili smert »

(la liberté ou la mort).

la Macédoine; la Hongrie obtint la partie occidentale de la Voïvodine (Bachka).

Placée sous un régime d'occupation militaire allemande, la Serbie fut administrée par le gouvernement fantoche du général Néditch. Dans la Bosnie, qui leur avait été attribuée, les Croates d'Ante Pavelic se livrèrent à de grands massacres de Serbes. Mais la résistance s'organisa autour de deux chefs bientôt antagonistes : le colonel serbe Mihailovitch et le chef communiste croate Tito (Josip Broz). Les Alliés, d'abord favorables à Mihailovitch, s'inquiétèrent en voyant de nombreux « chetniks » serbes collaborer avec les Allemands et finirent par donner un appui total à Tito. Celui-ci mit sur pied non seulement une armée de partisans mais aussi toute une organisation administrative : dès nov. 1942 fut créé un Comité antifasciste de libération nationale; l'année suivante, un gouvernement provisoire. En aucun pays de l'Europe occupée la résistance ne prit une telle ampleur (v. les articles TITO et RÉSISTANCE). L'entrée des troupes soviétiques en Yougoslavie (oct. 1944) ruina définitivement tous les espoirs du gouvernement de Pierre II, exilé à Londres, de reprendre le pouvoir.

La Yougoslavie de Tito

Les élections du 11 nov. 1945, qui se déroulèrent sur une liste unique de candidats, furent un triomphe pour le Front national conduit par les communistes (environ 90% des voix). La Constitution du 31 janv. 1946, inspirée de la Constitution soviétique de 1936, fit de la Yougoslavie une fédération de six républiques (Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Macédoine), qui obtinrent leur autonomie en matière de langue et de personnel administratif, mais restaient sous la coupe d'un gouvernement central très puissant. L'industrie fut nationalisée; la propriété agricole privée limitée à des domaines n'excédant pas 45 hectares. Malgré les conseils de prudence donnés par l'U.R.S.S., Tito lança un ambitieux plan d'industrialisation du pays (1947/51). L'année 1946 vit se resserrer l'emprise du parti communiste. En dépit des protestations occidentales, le colonel Mihailovitch fut exécuté (17 juill.), et le régime engagea la lutte contre l'Église catholique, souvent compromise, durant la guerre, avec le régime fasciste croate d'Ante Pavelic. Mgr Stepinac, archevêque de Zagreb, fut condamné à seize ans d'emprisonnement (oct. 1946). A l'extérieur, la Yougoslavie enleva à l'Italie la plus grande partie de la Vénétie Julienne (traité de Paris, 1947), et le problème de Trieste, laissé en suspens, contribua à accroître la tension entre les Occidentaux et Tito.

La Yougoslavie coopérait étroitement avec le bloc soviétique, devenait un membre fondateur du Kominform et apportait son appui à l'insurrection com-

muniste durant la guerre civile grecque. Cependant, à la différence des autres démocraties populaires, la Yougoslavie s'était libérée par elle-même, pour ainsi dire sans le secours de l'armée rouge, et Tito avait formé des cadres militaires et civils qui conservaient, en face de Moscou, un sentiment aigu de l'indépendance nationale. Le communisme yougoslave n'était pas une importation étrangère; il était né et s'était enraciné dans le pays au cours des épreuves de la guerre de libération contre les Allemands. Les tentatives des Soviétiques pour établir leur mainmise directe sur la Yougoslavie comme sur les autres pays de l'Est européen allaient provoquer la rupture entre Tito et Staline (28 juin 1948), l'expulsion de la Yougoslavie hors du Kominform et la dénonciation par Moscou du traité d'alliance soviéto-yougoslave. Il s'ensuivit une première grande crise dans le monde communiste, où toutes les tendances nationalistes furent dénoncées et poursuivies impitoyablement sous le nom de « titisme ».

Contraint par l'arrêt de l'aide soviétique de renoncer à son plan d'industrialisation, Tito résista cependant à l'épreuve en affirmant le droit, pour chaque pays communiste, de maintenir sa pleine souveraineté et de choisir sa propre voie vers le socialisme. Dès juin 1950 fut mis en place le système d'« autogestion », qui est resté la caractéristique du socialisme yougoslave. Dans chaque unité de production, un conseil ouvrier, élu par la communauté des travailleurs, devint responsable de la gestion, avec pouvoir de décision dans toutes les grandes questions concernant les activités de l'entreprise; les fonctions d'exécution étaient confiées à des organes individuels ou collégiaux également élus, de même qu'était élu le directeur de l'entreprise. Dans les années 50, cette réforme resta assez limitée, du fait du maintien d'une stricte planification nationale, et, en somme, l'autogestion n'était encore à cette époque qu'« une institution d'encadrement de la classe ouvrière » (Albert Meister). Cependant commençaient à se multiplier les signes d'une progressive libéralisation du régime : abandon du système des fermes coopératives obligatoires, diminution du contrôle policier, création d'un Conseil des producteurs formant la seconde Chambre du Parlement (Constitution de 1953). Les organes centraux de l'État n'étant pas affectés par l'autogestion, on vit peu à peu se constituer et se renforcer une sorte de « bourgeoisie rouge », une « nouvelle classe » dirigeante, qu'un des plus proches compagnons de Tito, Milovan Djilas, devait dénoncer en 1957, ce qui lui valut plusieurs années d'emprisonnement.

Pour entreprendre la modernisation de son pays et résister à la pression soviétique, Tito dut, très rapidement après sa rupture avec Staline, accepter l'aide financière des États-Unis (qui s'éleva, pour la seule décennie 1950/60, à 2,4 milliards de dollars), ce qui l'amena à infléchir quelque peu sa politique étrangère.

Après avoir cessé toute aide aux communistes grecs, il accepta de régler le problème de Trieste (v.) [1954] et, la même année, conclut avec la Turquie et la Grèce une alliance qui ne pouvait être dirigée que contre une menace soviétique. Cependant, après la mort de Staline (1953), les dirigeants de Moscou recherchèrent une réconciliation avec la Yougoslavie (voyage de Boulganine et Khrouchtchev à Belgrade, mai 1955). Tito eut la satisfaction de voir l'U.R.S.S. reconnaître ses torts envers lui. Tout en renouant des relations commerciales, il ne réintégra pas pour autant le bloc soviétique, n'adhéra ni au pacte de Varsovie (v.) ni au Comecon (v.) et refusa de prendre part à la condamnation des positions idéologiques de la Chine populaire. C'est sur le «neutralisme» et le «non-alignement» que se fonda avant tout la politique étrangère yougoslave. Étroitement lié à Nasser et à Nehru, Tito fut à l'origine de la conférence des pays non alignés à Belgrade (sept. 1961); il devait condamner l'intervention des États-Unis au Viêt-nam comme celle de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie.

La Constitution du 7 avr. 1963 inaugura une nouvelle étape dans la décentralisation du régime titiste. Elle remplaça le Conseil des producteurs par quatre Chambres spécialisées (Organisation politique, Affaires économiques, Sécurité sociale et Santé publique, Éducation et Affaires culturelles), qui, avec la Chambre des nationalités (représentant les six républiques et les deux provinces autonomes de la Voïvodine et de Kossovo), forment l'Assemblée fédérale; à l'exception de Tito lui-même, devenu de fait président à vie, tous les hauts dignitaires furent soumis au «principe de rotation» impliquant qu'ils ne pourraient désormais exercer plus de deux mandats consécutifs.

A partir de 1965, la planification nationale fut pratiquement abandonnée, l'autogestion prit une nouvelle ampleur et le principe de la rentabilité des entreprises fut introduit aussi bien dans le secteur agricole que dans le secteur industriel. Le commerce extérieur se développa avec les pays occidentaux, et l'Allemagne fédérale, en particulier, prit une part très importante dans l'économie yougoslave. L'industrie touristique devint une source précieuse de devises. La production des biens de consommation augmenta. Mais le système autogestionnaire vit aussi se développer de nombreux abus : développement d'une classe de «technocrates», qui fondait son pouvoir sur les nécessités de la modernisation économique; inégalité croissante dans les revenus et apparition d'un groupe de nouveaux riches (entrepreneurs, importateurs, exportateurs, intermédiaires); trop grande disparité entre les diverses républiques (le revenu moyen d'un Macédonien ou d'un Monténégrin ne représentait que le sixième environ de celui d'un Slovène); et surtout, affaiblissement du pouvoir

central, du fait d'une décentralisation politique mal contrôlée. A la suite de graves signes d'insubordination donnés en 1971 par les dirigeants croates, Tito entreprit une vigoureuse reprise en main et procéda à une épuration des éléments «libéraux», «nationalistes» et «technocratiques»; il raviva et rendit une partie de ses anciens pouvoirs au parti communiste, devenu la Ligue des communistes. Mais il devait aussi, sur un autre front, lutter contre des éléments prosoviétiques, qui, en 1975, subissaient à leur tour une vague d'épuration.

La grande interrogation concernait désormais l'avenir de la Yougoslavie après Tito, et l'attitude des alliés du pacte de Varsovie envers de nouveaux dirigeants qui ne leur imposeraient pas le même respect que le grand combattant de la Seconde Guerre mondiale.

● Président de la Ligue des communistes, le maréchal Tito était devenu, aux termes de la réforme constitutionnelle de 1974, président à vie de la République. Cette dernière fonction, toutefois, devait disparaître avec lui, pour ne laisser en place qu'une présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, à la tête de laquelle devaient accéder à tour de rôle, pour une période d'un an non renouvelable, les représentants des six Républiques et des deux régions autonomes de la Fédération. Enfantée en partie de force, celle-ci n'avait pas fait taire tous les antagonismes, avivés au contraire par l'opposition entre un Nord industrialisé et un Sud sous-développé, l'un concentrant l'essentiel d'une richesse naturelle qui, du fait des mécanismes de la décentralisation autogestionnaire, ne pouvait pas être redistribuée pour les besoins de l'autre. L'économie, dans son ensemble, forme hybride de dirigisme et de libéralisme, avait connu un certain marasme, amplifié par les effets de la crise pétrolière, qui avaient porté, en 1979, le déficit de la balance commerciale à 4,3 milliards de dollars et le montant de la dette extérieure à 15 milliards de dollars. Il n'en restait pas moins que l'essentiel du message dont le maréchal Tito était porteur depuis trente-cinq ans avait passé. Après avoir encore témoigné à travers le monde entier pour l'actualité du titisme et, lors de la conférence de La Havane en 1979, pour celle du non-alignement, le chef de l'État mourut, au terme d'une longue agonie, le 4 mai 1980; la période qui s'ouvrit alors fut celle de l'épreuve de vérité pour un pays où l'on ne pouvait dire que le consensus faisait partie de l'héritage.



PLAIDOYER POUR LA YUGOSLAVIE UNIE

La Yougoslavie est une nation. Plus de 75% de la population parle le serbo-croate. Elle est seulement divisée par la religion, catholique au nord et orthodoxe au sud. L'ensemble des Yougoslaves représente aujourd'hui 88% de la population, les minorités ethniques ne totalisant en tout que 12%. Les Serbes, les Croates et les Slovènes forment, ethniquement parlant, un même peuple : celui des Slaves du sud.

Contrairement à la Serbie, la Slovénie n'a jamais été un Etat indépendant. La Croatie ne le fut que pendant 200 ans, à la fin du 10^e siècle, il y a maintenant presque 1000 ans, puis pour une brève période sous la forme d'un Etat fantoche, « *l'Etat Indépendant de Croatie* », créé par Hitler et Mussolini pendant la deuxième guerre mondiale. Un des premiers actes de cet état fasciste oustachi fut de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. Dirigé par Ante Pavelic, le nationaliste extrémiste oustachi, le gouvernement a, selon les statistiques publiées lors du procès de Nuremberg, massacré plus de 500 000 Serbes et 70 000 Juifs entre 1941 et 1945. Il n'est donc pas étonnant dans ce contexte, que les Serbes restent vigilants.

Jusqu'en 1910, seulement

48 000 Croates et Slovènes, alors sous la domination de l'Empire Austro-Hongrois, avaient le droit de vote. C'est seulement après la chute de l'Empire des Habsbourg et la fondation du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918 que le nombre des votants atteint le chiffre de 636 000. Pendant la première élection au Parlement Yougoslave en 1921, le parti agraire Croate a obtenu 50 sièges alors qu'il n'avait que trois députés dans le Parlement local croate (Sabor) sous l'Empire Austro-Hongrois.

Dans le compromis qui a mené à la formation de l'Empire Austro-Hongrois en 1867, les Slaves, bien que majoritaires en nombre, furent sacrifiés par les deux partis majeurs, c'est à dire l'Autriche et la Hongrie. La Croatie est tombée sous la domination de la Hongrie et la Slovénie sous celle de l'Autriche. Le Chancelier autrichien Friedrich Von Beust déclarait : « *Les Slaves ne sont pas capables de diriger, ils doivent être gouvernés* ». Le comte Gyula Andrássy, Premier Ministre Hongrois lui faisait écho : « *Vous vous occupez de vos barbares et nous nous occupons des nôtres* ».

Après plus de 40 ans de domi-

nation des Habsbourg sur les provinces yougoslaves de Bosnie et de Herzégovine, 88% de la population était illettrée. Il n'y eut pas d'université en Slovénie jusqu'à la création du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en 1918.

Sous la monarchie, le roi Alexandre 1^{er} et son fils le roi Pierre II ont toujours prôné l'idée de la nation yougoslave et son unité. En 1918, le roi Alexandre 1^{er} annonça : « *Dans la nouvelle Yougoslavie, il n'y aura ni maître ni esclave, mais tous seront égaux* ». Depuis la première guerre mondiale, les rois Alexandre 1^{er} et Pierre II pratiquaient une politique tendant à mettre l'accent sur le concept de « *Nation Yougoslave* ». C'est dans cette optique que le roi Alexandre avait nommé en 1918 Ante Trumbich, un Croate, premier ministre des Affaires Etrangères du nouvel Etat Yougoslave et en 1928 avait encore désigné Anton Korosec, un Slovène, comme Premier Ministre.

D'ailleurs, dès 1925, l'énorme majorité des Croates représentée par le parti paysan, avait reconnu l'Etat unifié, la dynastie et le régime parlementaire. Le gouvernement de coalition Serbo-Croate disposait de plus des trois quarts des sièges au

Parlement et contribua grandement en 1925 et 1926 à la consolidation de l'Etat unifié.

Cette monarchie serbe, puis yougoslave, était, depuis 1903, une monarchie constitutionnelle et démocratique. L'idée de la Yougoslavie unifiée avait beaucoup progressé jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Dans le premier gouvernement du roi Pierre II, formé à Belgrade le 27 mars 1941, le Vice-Premier Ministre était un croate et il y avait également trois ministres croates et trois ministres slovènes. Le roi Pierre II avait le souci de veiller à ce que toutes les régions soient représentées d'une manière équitable dans le gouvernement.

Après la libération de Belgrade par l'Armée Rouge, le dictateur communiste Tito, un Croate, fut imposé avec l'aide de Staline et grâce à la faiblesse des Alliés, comme chef de la Yougoslavie. Depuis 45 ans, la Yougoslavie est un état communiste totalitaire où la monarchie a été abolie par Tito sans référendum, le 29 novembre 1945.

Tito a attisé les différends entre les trois composantes majeures de la Yougoslavie dans le but de « *diviser pour mieux régner* ». Il était secondé par le leader communiste Slovène

Edward Kardelj, principal théoricien du parti. Cette politique était en opposition totale avec celle des rois Alexandre 1^{er} et Pierre II de Yougoslavie. Le régime de Tito tendait à conférer aux six républiques une sorte de souveraineté. Entre les deux guerres, c'était les partis politiques qui s'affrontaient démocra-



tiquement au Parlement, aujourd'hui ce sont les pouvoirs étatiques des républiques. C'est le triste héritage que Tito a laissé à la Yougoslavie.

Les dirigeants Yougoslaves actuels y compris ceux des Républiques sécessionnistes de Croatie et Slovénie sont tous d'anciens communistes, pas plus démocrates les uns que les autres. En ce qui concerne les

Serbes, ils attendent des élections libres pour enfin se débarrasser, une bonne fois pour toutes, des communistes. La grande majorité des Yougoslaves de toutes les régions déplore la violence actuelle et souhaite vivre dans l'harmonie.

Il est paradoxal de constater que ce sont les Italiens, les Allemands et les Autrichiens qui prônent l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, quand on se souvient que pendant la dernière guerre, l'Allemagne avait annexé la Slovénie et l'Italie, la partie Croate de la côte dalmate et que les troupes Autrichiennes dans l'armée Allemande, parmi lesquelles Kurt Waldeim, ont fait subir au peuple yougoslave les pires exactions.

Si un membre de la C.E.E. tel que l'Allemagne ou l'Italie venait à reconnaître la Slovénie ou la Croatie, il en serait fini de la fameuse politique étrangère commune de la C.E.E.

Si un pays de 24 millions d'habitants, tous Slaves du Sud, ne peut pas s'organiser pour vivre ensemble, quelles sont les chances de réaliser l'Europe Unie ?

Duc de SAINT-BAR

*Ancien aide de camp de S.M.
le roi Pierre II de Yougoslavie*

Le triomphe du prince Alexandre

Pour sa première visite au pays des ses ancêtres l'héritier de la dynastie des Karageorgevitch a été accueilli à Belgrade par une foule en liesse.

BELGRADE :

de notre envoyée spéciale

Irina de CHIKOFF

Au nom de Dieu pour la Serbie, les habitants de Belgrade acclament leur « roi », le prince héritier Alexandre, qui, pour la première fois de sa vie, foule le sol de la patrie. Ils sont tous là, les anciens qui ont ressorti les vieux uniformes de la garde royale, mais aussi ce jeune homme en jean et veste à la mode « *Miami Vice* », des larmes coulant sur ses joues. Ils crient : « *Nous voulons notre roi.* »

Quarante-huit heures durant, Belgrade s'est prise à rêver. Oubliant pour un temps la guerre qui fait rage sur les frontières de la Croatie. La monarchie revenait : en provenance de Londres où sa famille vit en exil, un homme de quarante-six ans tenant par la main un petit garçon de 11 ans, son fils aîné Pierre. Les descendants de Georges le Noir qui, en 1804, avait mené la première révolte contre les Ottomans, sont étreints par la foule bigarrée. Sur l'esplanade autour de la cathédrale Saint-Sava, ils sont des milliers qui pleurent en chantant l'hymne national.

La voix étranglée par l'émotion, le prince Alexandre offre sa personne à la patrie. Il se propose comme « *ambassadeur de la paix, soutien de la démocratie parlementaire, combattant des libertés individuelles, champion des droits de l'homme, protecteur de tous les Serbes partout où ils se trouvent* ». Le prince ajoute : « *Si vous voulez bien de moi.* »

Explosion. La foule trépigne : « *Reste avec nous.* » Les Serbes lèvent la main, trois doigts au ciel, en signe de bienvenue et de bénédiction orthodoxe. Ils écoutent Alexandre et ils entendent des mots qui cherchent à leur rendre leur dignité « *après 45 ans d'oppression, de pauvreté et d'esclavage* ». Mais ils applaudissent davantage lorsque le prince dit « *Vive la Serbie !* » que lorsqu'il plaide pour la démocratie.

Une caution pour les communistes ?

Paradoxe ? Alexandre Karageorgevitch n'ignore pas que son pays, disloqué, dérive vers un nationalisme de plus en plus étroit. On lui a dit et répété que ce n'était peut-être pas le bon moment, en pleine guerre serbo-croate, de revenir en Yougoslavie. On a même affirmé qu'il allait, malgré lui, servir de caution au gouvernement néo-communiste de Slobodan Milosevic qui est en grande partie personnellement responsable de la fièvre nationaliste des Serbes.

« *Témoin de la désintégration tragique de ce pays, affirme le prince Alexandre, je suis venu avec un seul objectif : l'établissement de la paix à travers des négociations et la renaissance des libertés grâce à l'instauration d'une démocratie parlementaire.* » S'il

omet le mot de Yougoslavie, c'est délibérément. Il sait que la Confédération a vécu, mais il voudrait convertir son peuple aux valeurs libérales pour empêcher que le pays ne devienne un autre Liban.

Autour de la cathédrale orthodoxe de Belgrade, les uns ont sorti de la naphtaline un smoking approximatif, les autres se sont endimanchés en volontaires des milices Serbes. Il y en a qui portent à bout de bras les portraits des rois yougoslaves et aussi quelques matamores qui prennent des airs de « *Rambo* » balkaniques. Dans la foule, il y a des religieuses en noir, beaucoup de soutanes, des vieux Tchethniks et puis des mentons qui se lèvent façon « *Duce* » sur Danube. Il y a surtout des braves gens qui ont épinglé sur le revers de leur veston l'emblème de la dynastie des Karageorgevitch.

Entre la tradition qu'il représente et le nationalisme qui s'étale sous ses yeux, le prince Alexandre peut-il rétablir un équilibre ? Le risque, il ne l'ignore pas, est d'être entraîné par la vague. Le métier de roi, il l'a appris tout jeune, consiste à maintenir la barre droit devant soi sans se laisser tirer à hue et à dia. Il ne s'attendait pas à un accueil aussi triomphal. Il a pleuré comme un gosse. Il perçoit des espoirs qui ne savent pas s'exprimer et que le pouvoir communiste détourne sur la haine de l'autre afin de se protéger d'un colère qui pourrait le balayer.

Partie d'échecs. Le prince Alexandre semble avoir gagné la première manche. Mais le jeu ne fait que commencer. Avant même d'atterrir à Belgrade, l'héritier des Karageorgevitch disait : « *Je ne crains pas qu'on interprète ma visite comme une caution apportée au gouvernement actuel. Si je le puis, je désire servir mon pays. Défenseur convaincu de la liberté et de la démocratie, je viens parler à mon peuple des valeurs auxquelles je crois. Ici, il y aura ou non de nouvelles nations. C'est aux gens de choisir, librement. Je plaide aussi pour une table ronde réunissant non seulement les présidents des républiques de la Yougoslavie mais aussi les leaders des partis de l'opposition, les intellectuels et les membres du clergé.* »

Le prince Alexandre a réussi une véritable chevauchée romantique. Mais, au-delà des symboles, il est le messager d'une modernité que les Serbes n'ont pas toujours bien comprise. Il le dit lui-même. Son intention n'était pas de récolter les fruits du désespoir d'un pays ruiné. Ce qu'il voulait, c'est « *semmer les germes d'un futur de tolérance pour accéder à la prospérité* ».

A Topola, village d'où les Karageorgevitch sont originaires. Tomas Gacsa, 95 ans, grimpe allègrement les marches vers l'église Saint-Georges, nécropole de la dynastie. « *La monarchie, dit-il, pourrait nous sauver et des communistes qui continuent à diriger le pays et d'un nationalisme qui fera notre malheur s'il se développe. Je crois au prince. Je crois en notre avenir, avec son aide et la grâce de Dieu.* »

I. C.

Le Figaro
7/10/91

HISTOIRE DU ROYALISME

Le bulletin du Centre d'Etude Socialiste-Monarchiste

JOURS NOUVEAUX

Première Année - N° 1

JUIN 1947

JOURS NOUVEAUX

QUI SOMMES-NOUS

Il faut être franc: le pouvoir de la classe ouvrière est actuellement en régression. S'étant employée à fond de 1939 à 1944, ayant formé l'ossature de la résistance, elle attendait de la libération autre chose que la situation actuelle.

Un peu désillusionnés, et par la faiblesse apparente des capacités gouvernementales des deux partis ouvriers, et par l'utilisation politique que les communistes ont fait de la C. G. T., les travailleurs n'ont plus le même élan combatif d'autrefois.

Pourtant, disons-le aussi franchement, socialistes et communistes dans leur ensemble n'ont pas failli à leurs responsabilités ministérielles: ils ont fait le maximum. On a ri lorsque Jacques DUCLOS a dit que le parti communiste, comme le parti socialiste était un parti de gouvernement; on a eu tort.

L'évolution politique a placé aujourd'hui les deux partis ouvriers au gouvernement et à notre époque la charge du pouvoir est écrasante. On ne répare pas quatre années d'occupation rapidement. L'union, la stabilité et la confiance seraient nécessaires pour faire face à toutes les charges gouvernementales QUELLE QUE SOIT L'EQUIPE MINISTÉRIELLE; or, il n'en est rien, et l'échec des partis ouvriers s'avère partiel devant les problèmes économiques du moment.

On peut les résoudre patiemment ou par la solution capitaliste, car le marché est à reconstruire, ou par la solution socialiste qui procéderait par étape, du fait de son rôle gouvernemental.

La solution socialiste — la seule que nous retiendrons — est partiellement en vigueur: les résultats en sont faibles.

Pourquoi? Parce que les conditions morales de la France sont mauvaises. Le Français ne peut plus croire à quelque chose à une époque où chaque jour apporte un nouveau scandale. Les luttes intestines demeurent plus féroces que jamais: aucun lien suprême ne semble réunir les Français pour leur redonner confiance. La diversité nécessaire des opinions politiques entraîne aujourd'hui la haine et malgré sa bonne volonté manifeste, M. Vincent Auriol ne peut être le rassembleur souhaité des Français.

(Suite page 2)

A en croire certain monarchiste, nous serions des diviseurs.

Lors de la fusion du mois d'octobre dernier, le M. S. M., première association SOCIALISTE - MONARCHISTE, ayant disparu pour se fondre au sein du COMITE CENTRAL MONARCHISTE, allions-nous pour cela renier nos convictions socialistes. NON. Il nous apparut rapidement que notre besoin d'action débordait largement du cadre du C. C. M. C'est pourquoi de jeunes Socialistes - Monarchistes se regroupèrent dans le BUREAU D'ACTION SOCIALISTE MONARCHISTE et continuèrent à publier un petit bulletin qui répondait à nos sentiments.

Etions-nous pour cela des diviseurs. Je ne le crois pas. Afin que notre action ne prête à aucune équivoque, je crois utile de faire une nouvelle mise au point sur nos intentions.

Nous reconnaissons pleinement l'utilité qu'il y avait de coordonner en un vaste Mouvement les efforts de petits clans qui, dispersés et s'ignorant, ne pouvaient accomplir aucun travail efficace. Mais l'unification des mouvements monarchistes n'implique pas que tous ceux qui recherchent en la Monarchie un gage de Paix, de Justice et de Liberté doivent abdiquer de leurs conceptions personnelles pour se rallier d'emblée au point de vue de quelques personnes qui se posent pour les seules représentants de la pensée monarchiste, et qui, le plus souvent, ne sont

même pas d'accord avec la ligne politique actuelle du Prince.

La monarchie n'étant ni de gauche, ni de droite (le C. C. M. le crie assez sur tous les tons), nous ne voyons pas en quoi nous ferions figure de diviseurs parce que nous avons des conceptions à nous de ce que sera la monarchie moderne de demain.

Nous entendons avoir notre vie propre. C'est pourquoi quelques-uns de mes camarades et moi-même avons décidé de fonder le CENTRE D'ETUDE SOCIALISTE MONARCHISTE, non pas, je le répète avec l'idée de diviser les monarchistes, mais pour nous permettre d'avoir des moyens de travail et d'étude purement SOCIALISTE - MONARCHISTE, qui répondent vraiment à notre désir d'action.

Nous continuerons nos efforts et persévérerons dans la voie que nous nous sommes tracée et qui nous mènera au but final: LE ROI.

Nous espérons vivement que vous serez nombreux à approuver notre action et que vous tous SOCIALISTES - MONARCHISTES, vous aurez à cœur de nous aider. Ecrivez-nous, faites-nous part de vos suggestions, de vos idées, de vos désirs. Ce bulletin est le vôtre et nous ferons de sorte qu'il s'améliore sans cesse et soit vraiment le reflet de la véritable pensée SOCIALISTE - MONARCHISTE.

LE PRÉSIDENT.

La S. F. I. O.

a pris ses responsabilités

Le 7 mai dernier, le Conseil national du parti socialiste se scindait pratiquement en deux pour savoir si Ramadier devait continuer à gouverner sans la participation des communistes au gouvernement.

Sur les débats pesait la grave menace du danger gaulliste, faussant indirectement la discussion. Il est à peu près certain que la démission de M. Ramadier eût entraîné une crise gouvernementale fort longue, profitant aux adversaires de la démocratie et du socialisme. L'audience de De Gaulle dans le pays reste énorme. Les Français, dégoûtés, n'ayant en général plus le sens du civisme, voient en lui un nécessaire. Alors, M. Ramadier pouvait-il abandonner

le pouvoir, étant certain de la suite des événements? Non.

Mais, actuellement, la non participation des communistes n'est pas sans danger, car la classe ouvrière, divisée, et politiquement influencée, n'a pas grande confiance dans la formation actuelle. Et, aujourd'hui, on ne peut que difficilement gouverner sans le soutien actif des syndicats. Logiquement, le parti socialiste n'aurait donc pas dû se séparer des communistes, mais, non moins logiquement, il ne pouvait laisser le gouvernement à l'aventure.

Qui ne voit que, sans le péril boulangiste, la S.F.I.O. n'aurait pas été en contradiction avec elle-même et que ce boulangisme n'est historiquement que le produit du régime.

La Monarchie
n'est pas un Parti
Les monarchistes sont
dans tous les Partis...

PRÉCISIONS

Dans ce bulletin, nous n'avons pas à faire de la politique pure, à soutenir des programmes gouvernementaux, car nous sommes des socialistes qui pensons que le cadre constitutionnel monarchique conviendrait mieux actuellement aux besoins de la France et, qu'il rendrait son efficacité au socialisme sans pour cela restreindre la liberté.

Nous n'avons pas besoin de faire de la politique, redisons-le, car il existe déjà un parti socialiste qui fait cette politique. Nous avons simplement une conception particulière que nous voulons faire partager le plus simplement et le plus démocratiquement du monde. Et c'est tout.

NOTES SUR LA DOCTRINE

Les conceptions socialistes de la démocratie, l'étude du libéralisme politique actuel dans notre ouest européen interdisent aux socialistes :

1°) La prise du pouvoir par la force (1).

2°) Leur dictature après la prise légale du pouvoir (2).

C'est pourquoi, en restant dans la ligne tracée par les chefs de la II^e Internationale ouvrière, et par ses seules forces, le socialisme peut s'instaurer en France avec la Monarchie.

En lisant cette conclusion, il se peut que les monarchistes formés aux modes de pensée de droite et d'extrême-droite soient aussi surpris que les socialistes, le raisonnement est pourtant bien simple.

La Monarchie ? tous les monarchistes en connaissent les grandes lignes. A tout le moins rappelons l'adage : « Le Roi en ses conseils, le peuple en ses Etats ». De nos jours, il signifie deux choses :

1°) le peuple est libre de disposer du régime économique qu'il lui plait de choisir ; donc, de ce côté, aucun empêchement pour la doctrine économique du socialisme de triompher.

2°) Le Roi demeure en contact permanent avec la Nation par l'intermédiaire de son Conseil politique composé notamment des principaux leaders des partis politiques. Les problèmes de procédure posés par les rapports entre le Gouvernement et la Chambre des Députés ne peuvent, en aucun cas être réglés unilatéralement et à l'avance, car seuls le Roi et la Nation peuvent les résoudre.

La Monarchie s'adapte aux structures de la Société qu'elle devra couronner ; la thèse démocratique du socialisme, quant

JOURS NOUVEAUX

Suite de la première page

Voilà pourquoi dans le cadre républicain actuel le facteur moral empêchera malheureusement tout redressement possible. Par ailleurs, et c'est là la faiblesse du socialisme traditionnel, il semble y avoir contradiction perpétuelle entre le socialisme et la liberté du fait et de la présence de forces totalitaires, ennemies du socialisme, ne jouant pas le jeu démocratique mais en profitant, et qui par leur constitution même sont aptes à renverser assez facilement et la démocratie et la liberté, contradiction aussi du fait de cette carence morale définitivement attachée à la IV^e République.

Une révolution morale, purifiant l'actuelle atmosphère viciée serait souhaitable pour permettre le raffermissement de l'autorité c'est-à-dire de l'efficacité, et l'acceptation librement consentie par tous de la discipline commune.

Nous demeurons persuadés qu'une présence royale amènerait une détente dans les esprits et donnerait la possibilité aux partis ouvriers, partis de gouvernements — et là nous pensons plus particulièrement au parti socialiste — de donner pleine mesure de leur capacité pour l'aboutissement logique de la société socialiste.

LA PRISE DU POUVOIR

aux libertés individuelles, n'est pas en contradiction avec la Monarchie.

Par ailleurs, en donnant le pouvoir aux hommes politiques représentant les grands courants de pensées qui traversent le pays, tout en conservant les prérogatives inhérentes à sa charge, ne peut demeurer l'arbitre de la situation politique que dans la mesure où il n'impose pas ses préférences personnelles. Un nouvel équilibre gouvernemental est ainsi réalisé ; les socialistes peuvent défendre leurs conceptions économiques tout aussi démocratiquement qu'en République ; les tares initiales de la République sont écartées. Le gouvernement gouverne, le peuple est libre. La démocratie, en aucun cas, n'est mise à l'abri de tout menaçant de dictature venant ou d'un homme ou d'un parti. Et les socialistes au pouvoir, pourront quand même dire que la libération des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

La conquête du gouvernement, la révolution socialiste sont donc possibles en monarchie, pour les socialistes. On a vu — et nous le voyons tous les jours en Suède comme en Angleterre avec les socialistes de la II^e Internationale ouvrière — que la monarchie peut allier les formes les plus sûres du progrès avec le sens de la tradition nationale.

(1) Nous reviendrons prochainement sur toutes les notions de la prise du pouvoir suivant la doctrine socialiste.

(2) Le mot « Dictature », son sens, forme l'objet de nombreuses controverses entre communistes et socialistes. Nous le définirons dans une autre étude.

“La S.F.I.O.

INTERVIEW DE PIERRE LONGONE DIRECTEUR D'ICI-FRANCE

1°. — Que faut-il penser d'un essai de cristallisation des efforts des monarchistes qui sont socialistes et des socialistes qui pourraient accepter la solution constitutionnelle apportée par la monarchie ?

Cet essai doit être tenté. La Monarchie ne peut montrer sa vraie physionomie et manifester sa véritable vocation que si elle est préconisée par des mouvements d'inspiration différente.

Je considère comme normal, que se rencontrent sur le même plan politique monarchiste, des socialistes qui recherchent dans la monarchie socialiste l'Etat indépendant, stable et permanent, capable de résister aux sollicitations et aux empiétements du capitalisme et des libéraux, qui mettent leur espoir dans la monarchie parce qu'ils pensent qu'elle permettrait de réaliser l'Etat-arbitre qui est leur rêve et le postulat de leur libéralisme.

Ils ont également raison sur le plan théorique. Ce qui doit les départager et orienter le choix d'une politique économique digne d'un Etat souverain, c'est la recherche d'un régime économique possible dans la situation actuelle, situation où mille éléments — pas seulement économiques — concourent. Le régime économique applicable s'en déduirait à coup sûr. Mais qu'il soit teinté de libéralisme, ou foncièrement dirigiste, le système politique monarchiste lui procurerait les meilleures chances de réussite.

2°. — Toutes les formes du paternalisme étant exclues, que faut-il penser du socialisme traditionnel et du syndicalisme ?

Le paternalisme doit être exclu parce que les masses ouvrières ne réclament plus de la bienveillance, mais exigent équité et justice. Elles ne doivent pourtant pas oublier qu'il y a des devoirs en contre-partie de tous droits ; le syndicalisme, dans sa conception originale, celle des Griffuelles, des Pelloutiers, fixe la part exacte des droits et des devoirs, et en même temps qu'il forgeait une conscience à la classe ouvrière, il en appelait à la conscience de chaque syndiqué.

Autre aspect de la question : l'évolution des structures économiques et sociales à laquelle nous assistons : le syndicalisme a un rôle prépondérant dans la formation des élites et des cadres, à condition qu'il ne de-

... Et pourquoi
des monarchistes
ne seraient-ils pas
à la S. F. I. O.

A PRIS LE PARTI DE LA FRANCE..."

viennent pas une succursale fonctionnarisée des grands partis. Ce rôle du syndicalisme, souligné par le Comte de Paris dans son livre « Entre Français » est absolument essentiel.

3° — Que faut-il penser du parti socialiste ?

Je n'aurai pas l'outrecuidance ou l'incorrection de vous dire ce qu'il faut en penser, je vous dirai simplement ce que j'en pense. Mes sympathies vont vers lui dans la mesure où il est davantage socialiste et moins

5° — Pensez-vous que cet effort tenté par les monarchistes socialistes soit susceptible de remporter quelque succès, et, après des monarchistes, et auprès des socialistes ?

J'en suis convaincu. C'est d'ailleurs la dernière chance de la France et de la liberté, car la condition d'une restauration monarchique est que les masses comprennent enfin qu'en France, comme dans les 6 monarchies européennes, la Couronne est l'alliée naturelle du peuple, et leur dernier

Nos lecteurs apprécieront les réponses que M. Pierre LONGONE, proche collaborateur du Comte de Paris, et directeur de l'Hebdomadaire ICI-FRANCE, a bien voulu faire à quelques questions que nous lui avons posées.

partisan. Malheureusement, les nécessités des combats électoraux, et les compromissions du pouvoir le tiraillent étrangement entre l'universalisme socialiste et l'égocentrisme partisan.

Néanmoins, depuis la libération, c'est le parti socialiste qui semble avoir pris, avec le maximum de désintéressement, le parti de la France. Cela ne lui a d'ailleurs pas réussi sur le plan électoral, ce qui pourrait donner quelques bonnes raisons aux sceptiques et aux contempteurs du régime parlementaire.

4° — Les militants socialistes peuvent-ils entrer aux comités monarchistes, sans abdiquer en quoi que ce soit leurs convictions profondes ?

Bien entendu : MM. Attlee et Bevin ne sont-ils pas d'aussi loyaux sujets de sa Majesté que Churchill et Eden ?

rempart, leur dernière sauvegarde devant la montée totalitaire.

Mais, nous verrons sans doute plus aisément, des socialistes adhérer à la solution monarchiste, que de vieux monarchistes devenir des socialistes.

Car ceux-là feront ce pas décisif en restant socialistes. Tandis que ceux-ci croiront, pour la plupart, qu'il y a incompatibilité entre la doctrine politique monarchique et l'aspiration socialiste. Raison de plus, s'il en était besoin, pour que cette petite minorité de véritables socialistes monarchistes, dont vous faites partie, travaille ardemment, passionnément comme les socialistes l'ont toujours fait, et raisonnablement, comme il convient à des monarchistes, pour diffuser nos idées et faire rayonner notre pensée dans les milieux actuellement dits « de gauche ».

À travers la Presse socialiste

Dans le Populaire du 1^{er} Juin, M. Léon Blum analyse la force du gouvernement du Labour et signale une contradiction idéologique commune à tous les gouvernements socialistes actuels :

Le parti socialiste exerce un pouvoir dans le cadre d'un régime social qu'il condamne... Cependant cette contradiction est réductible « à condition que les principes et les lois de la démocratie politique ne souffrent aucune atteinte ». Cette condition est remplie en Grande-Bretagne. C'est la raison pour laquelle, comme Léon Blum, le gouvernement Labour, bien que passant d'obstacle en obstacle, peut vivre et durer ».

Il nous sera permis de penser qu'en France, les principes et les lois de la démocratie ne régissent pas pleinement toutes les formes de la vie nationale, car la république ne nous a donné qu'une caricature de démocratie à l'ombre de l'éternel légal. Georges Zéphara, dans le n° 4 de La Pensée Socialiste, paraît devoir être de notre avis, car il écrit :

En Angleterre il y a une tradition très forte : confiance réciproque des citoyens et de l'Etat. En France, il y a une tradition aussi forte : méfiance réciproque des citoyens et de l'Etat.

G. Zéphara ne dit pas que la république est responsable de cet état de méfiance, mais c'est notre conclusion. Le civisme anglais n'est-il pas dû à la réelle autorité de l'Etat exercée par la couronne ? La république nous a amené des maux internes terribles, à son corps défendant, maux que les ministres socialistes ne peuvent vaincre. Gérard Vée, dans La Maison, hebdomadaire rural du parti socialiste, du 16 mai, s'en plaint :

De tous les maux qui assaillent notre pays, celui dont il souffre le plus est cette espèce de maladie qui le ronge, qui le mine, et qui s'appelle la critique systématique, le dénigrement permanent, la raillerie impitoyable et le jugement calomnieux... On semble éprouver je ne sais quelle perversité volupté à relever toutes les imperfections, toutes les erreurs, toutes les complications qui résultent d'un état de choses dont ne peuvent être équitablement tenus pour responsables les équipes dirigeantes.

NOTRE ACTION

Le 10 Juin s'est tenu à Tours la première réunion du C.E.S.M. Après que les membres présents eurent accepté le projet de règlement intérieur de l'association qui sera publié dans un prochain numéro, M. TULASNE-DEMONTHIÈRE fit un bref exposé sur la

situation politique actuelle, et demanda à chacun de faire un effort de propagande pour que notre jeune organisation étende bientôt son activité à toute la France et puisse atteindre avec le concours de tous le but qu'elle s'est fixé.

A NOS LECTEURS

Amis lecteurs ce Journal est le vôtre. Si vous voulez que nous ensemble nous puissions poursuivre l'effort entrepris, aidez-nous. Sans vous nous ne pouvons vivre.

SOUSCRIVEZ

Choisissez la plus généreuse des formules suivantes :

Membre souscripteur : 100 fr.
— donateur : 200
— bienfaiteur : 500

Adresser toute correspondance à Maurice MICHELET, Boîte postale, Tours n° 1. C. C. P. Nantes

COMBAT SOCIALISTE

BULGARIE. — Appel de l'opposition syndicaliste contre la terreur : « Les travailleurs des villes commencent à se guérir de l'opium communiste ; les camps sont bondés de déportés ; la brutalité du gouvernement et de sa milice dépasse toute mesure ! »

L'appel s'adresse aux partis démocratiques ouvriers, aux ligues de droits de l'homme (d'après *MASSÉS* n° 7).

POLOGNE. — Frictions croissantes entre le parti communiste (dit parti ouvrier polonais) et le parti socialiste colonisé par les stalinien, mais en voie de redressement. La pression des militants du rang croît sans cesse et même les agents stalinien doivent en tenir compte.

CANADA. — La province de Saskatchewan est entièrement gouvernée par des méthodes socialistes ; tous les habitants sont assurés sociaux et ont des soins médicaux pour 5 dollars par an.

ESPAGNE. — A l'occasion du 1^{er} Mai, les ouvriers de la métallurgie des environs de Bilbao se mirent en grève, provoquant de nombreuses sanctions de la part du gouvernement franquiste. Des grèves générales de solidarité éclatant un peu partout et groupant des milliers de grévistes obligèrent les franquistes à rapporter certaines de leurs mesures répressives.

ALLEMAGNE. — L'entreprise Karl Zeiss, fondée il y a cent ans fut transformée par le renoncement de ses propriétaires à leurs intérêts capitalistes, en fondation socialiste Karl Zeiss. Cette œuvre socialiste, unique en Europe, créée il y a plusieurs décades, est menacée dans son existence par l'ordre de démontage ordonné par les Russes. Dans un document pénible par son ton humiliant, comme si ces ouvriers s'adressaient à un potentat nazi, 20.000 ouvriers, intellectuels, constructeurs et ingénieurs en appelleront à la grande nation russe, priant de reconsidérer cet ordre afin de conserver les usines de la fondation Karl Zeiss qui ne servent que la reconstruction pacifique de l'Europe.

Le « Maréchal » n'a pas répondu, mais nous connaissons déjà la réponse des organisations ouvrières françaises : le silence total. Et seul, *TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN* a protesté. Des faits semblables établissent le recul des mouvements ouvriers.

JAPON. — Les élections à la Diète japonaise confirmèrent la progression socialiste au Japon. Passant de 87 députés à 143, les socialistes ont la plus grande représentation populaire et ont été chargés de constituer le gouvernement. Les communistes perdant 2 sièges n'en comptent plus que quatre.

Vers la République universelle

Tout doucement, mais on y arrive ! Ce que les Socialistes proclament depuis longtemps et qui faisait sourire les gens bien-pensant : l'internationalisme, le fédéralisme, est maintenant voulu par les intelligences les plus averties.

Dans l'action pratique, c'est par l'économie qu'il faut commencer. Depuis 1945, des conférences internationales sur le ravitaillement, l'agriculture, le commerce, la main-d'œuvre et les crédits, se multiplient. Toutes ces prises d'hypothèques fragmentaires habituent à l'idée d'une hypothèque globale par un organisme politique. On prépare ainsi les esprits aux exigences et aux bienfaits de la solidarité organique. De proche en proche, une conscience mondiale paraît s'édifier.

Une Europe fédérée contractuellement ajouterait vers l'édification d'une communauté mondiale. Dès que la puissance des nations-continents s'équilibrera, celles-ci reculeront devant les gestes inconsidérés. En Europe, on ressent plus qu'ailleurs, après les deux tragédies, le besoin de créer cette communauté. Mais M. Bidault y croit-il sincèrement ?

Le premier stade permettant d'aboutir à un Fédéralisme européen paraît être un accord profond des politiques anglaise et française, mais la condition de sa réalisation réside dans une politique hardie. Un socialiste sincère sait qu'une Allemagne dénazifiée et désarmée, à base ouvrière et paysanne, débarrassée de la domination du haut capitalisme, ayant la possibilité de vivre, peut et doit être intégrée dans une nouvelle Europe. La paix européenne et mondiale en dépend.

Parmi les promoteurs du Fédéralisme européen précédant le Fédéralisme mondial, le Comte de Paris et Marceau Pivert se rejoignent en se complétant, car si le premier, de par son titre, ne peut poser le problème que dans le cadre général : « Les hommes ont à choisir entre deux routes : s'accrocher aux cadres nationaux qui craquent de toutes parts sous la poussée des solidarités nationales, ou bien tendre à l'édification d'une République universelle. Celle-ci peut être recherchée par la guerre et la conquête, ou par l'accord et le contrat. Nul n'ignore aujourd'hui que la guerre signifierait un retour vers des temps barbares ; le réalisme est de s'acharner à faire triompher ce qu'il y a encore on nommait l'utopie : la paix par le consentement ou le contrat ; il ne reste donc que le Fédéralisme en politique... » (1), le leader socialiste, lui, peut préciser : « Il y a dans le monde d'aujourd'hui, il y a surtout en Europe, il y a certainement en France, des masses de citoyens qui, par avance, se refusent à devenir des cobayes de l'U. R. S. S. ou des U. S. A. La troisième guerre mondiale posant la question de la domination économique et politique, soit du Capitalisme américain, soit du Socialisme stalinien, n'aura pas lieu, si ces forces hostiles à l'un et à l'autre système prennent conscience à temps de leur immenses possibilités. Le troisième camp « EUROPE » reste à former... » (2).

(1) *Entre Français*, p. 201.
(2) *Massés*, n° 7.

CONTRE LA DIVISION DES PARTIS OUVRIERS

La grève Renault a été suivie de nombreux arrêts de travail dans la région parisienne, sous l'impulsion directe du P. C. F.

Si les communistes ne voient dans ces manifestations qu'une manière détournée de lutter contre le gouvernement où ils ne siègent plus, d'autres éléments (précisons : les trotskistes, les anarchistes) cherchent à étendre ces manifestations « spontanées » pour les conduire à la grève générale.

Ce n'est pas la menace de la grève générale qui nous effraie. Militants socialistes, nous voyons en elle une arme, la plus terrible, au service de la classe ouvrière, mais encore faut-il l'utiliser au bon moment, dans l'état actuel des antagonismes « capitalisme bourgeois ou « socialisme », c'est-à-dire fascisme ou démocratie, nous pensons que l'excitation et la provocation des trotskistes, suivis par les jeunes socialistes dissidents, ne visent qu'à déborder et à saboter les deux grands partis ouvriers, en créant des divisions, qui...

rait-il pour s'opposer à la réaction inévitable à tout essai prématuré de révolution ? rien si ce n'est une masse incontrôlée de bonnes volontés ouvrières, incapable de construire rapidement quelque chose, et qui sera impitoyablement écrasée.

Le véritable problème est donc un problème d'amélioration de l'efficacité gouvernementale des partis ouvriers pour équilibrer au mieux la « production-consumation », en contrôlant la distribution.

BULLETIN INTÉRIEUR MENSUEL

du Centre d'Études Socialiste-Monarchiste.

Association dé. déclarée sous le régime de la loi de 1901.

Le Gérant,

Maurice MICHELET

TOURS.-IMP. A. MOREAU & C.

Erbe und Auftrag

ZEITSCHRIFT ZUR FÖRDERUNG DES MONARCHISCHEN GEDANKENS

Nr. 5 24. Jahrgang September - Oktober 1991

Die Heimkehr der Könige in Würde und Ruhe

Was ist die Heimkehr der Könige? Einmal mehr wird das Thema "Erbe und Auftrag" in der Zeitschrift "Erbe und Auftrag" behandelt. Am 17. August 1991 fand die Beisetzung der Särge Friedrich Wilhelms I. und Friedrichs des Großen in Potsdam in Würde und Ruhe statt. Wer dabei war, merkte es an dem Spektakel der hunderttausend Potsdamer, meist solche Menschen, vor denen jeder Mensch sich schämt. Wer dabei war, merkte es an dem Spektakel der hunderttausend Potsdamer, meist solche Menschen, vor denen jeder Mensch sich schämt. Wer dabei war, merkte es an dem Spektakel der hunderttausend Potsdamer, meist solche Menschen, vor denen jeder Mensch sich schämt.

Inhaltsverzeichnis

Gedanken zur Überführung der Särge König Friedrich Wilhelms I. und Friedrichs des Großen	50
Wer weiß schon, was der Große König für die Kultur tat	51
Zerschmetterte Todmännchen	52
Was wir wirklich brauchen ist mehr Toleranz	54
Prinz Friedrich Sigismund von Drußlow	54
Kronprinz vieler Nationen	56
Aus unserer Arbeit	58
Monarchie in Südosteuropa attraktiv	59
59,9% für einen König	60

Die Heimkehr der Könige ist ein Thema, das seit Jahrhunderten in der Monarchie diskutiert wird. Die Beisetzung der Särge Friedrich Wilhelms I. und Friedrichs des Großen in Potsdam ist ein Ereignis, das die Monarchie in Deutschland wieder in den Fokus der öffentlichen Diskussion rückt. Die Monarchie ist ein Thema, das seit Jahrhunderten in der Monarchie diskutiert wird. Die Beisetzung der Särge Friedrich Wilhelms I. und Friedrichs des Großen in Potsdam ist ein Ereignis, das die Monarchie in Deutschland wieder in den Fokus der öffentlichen Diskussion rückt.

Journal des royalistes allemands,
défend le principe d'une monarchie
constitutionnelle



Journal royaliste grec.
Tendance à déterminer.

ALLEANZA MONARCHICA

1991 1000 Lire

Per abbonamenti e informazioni scrivere a: Alleanza Monarchica, via Roma 100, 00187 Roma, Tel. 06/47811111, Telex 320321, Fax 06/47811111.

LA PRESENZA DELLA LISTA AZZURRA

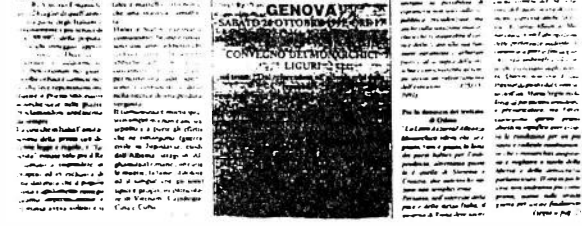


La presenza della lista azzurra è un tema che ha suscitato molto interesse tra i monarchisti italiani. La lista azzurra, infatti, rappresenta una forza politica che si propone di difendere i valori monarchici in Italia.

COMUNISMO: IL MOSTRO TRADITORE

Il comunismo è stato sempre considerato il nemico della monarchia. In Italia, il comunismo ha cercato di distruggere la monarchia e di instaurare una repubblica. Ma ora, con la caduta del comunismo in Europa, si sta riprendendo a discutere della monarchia in Italia.

GENOVA 1991



La manifestazione di Genova del 1991 ha visto la partecipazione di migliaia di persone. Le richieste principali erano la restaurazione della monarchia e la difesa dei valori tradizionali.

Ce journal italien soutient une liste «
Monarchistes pour l'Europe, liste azul».

ИМПЕРСКИЙ ВЕСТНИК

IMPERIAL MESSENGER

ОРГАН СВЯЗИ И ИНФОРМАЦИИ РОССИЙСКОГО ИМПЕРСКОГО СОЮЗА-ОРДЕНА

Независимый Орган Св. Р. К. К. Восток

Октябрь 1991 г. № 16

Редакция не ответственна за содержание статей.



Organe de l'Union - Ordre russe de
l'Empire - Publié au Canada !?

Une mention spéciale pour la revue espagnole

MONARQUIA



EUROPEA

qui nous a fait une aimable publicité et semble
poursuivre des buts très proches des nôtres.

FLASH INTERNACIONAL

BRASIL MONARQUIA 93



MONARQUIA 93 es una nueva revista editada por el grupo monárquico brasileño PRO MONARQUIA, que apoya a S.A.I. Don Luis de Orleans e Bragança. Es de aparición mensual e informa sobre las actividades de Don Luis.

En Brasil, desde la abolición de la "cláusula pétrea" en 1988, que prohibía toda actividad monárquica, está resurgiendo un gran movimiento en todo el país con vistas al referéndum de 1993.

En el próximo número publicaremos un amplio reportaje sobre este movimiento y el origen de la monarquía brasileña, por cierto una monarquía que era marcadamente "europea", tal vez la más avanzada de su tiempo.

Dirección de contacto: PRO MONARQUIA
Rua General Câmara, 270
BR-90010 Porto Alegre - RS/Brasil

AUSTRALIA: ASOMA EL FANTASMA DE LA REPUBLICA

En el reino de Australia se ha desatado una lucha entre partidarios de la Monarquía y los seguidores de la intención del partido laborista de proclamar una república australiana el 1 de enero del 2001.

Australia se ha alejado paulatinamente de su "madre patria". Gran Bretaña, y los laboristas no están conformes con que la jefatura del estado sea ejercida por la Reina Isabel II, que vive tan lejos de Australia.

Sin embargo, en la actualidad sólo un 40% estaría a favor de la abolición de la Monarquía, aunque los laboristas confían en lograr una mayoría hasta la fecha indicada.

Abogamos por el mantenimiento de la Monarquía en Australia, pero no cabe duda de que la Casa Real Británica deberá replantearse la forma de ejercer la jefatura del estado en sus dominios de ultramar. Pensemos en Brasil cuando se independizó en 1824 de Portugal bajo el liderazgo de un miembro de la Familia Real portuguesa. ¡Que sea la Corona quien tome la bandera de la "independencia", echando por tierra aspiraciones republicanas de sectores de influencias obvias! La República es algo que pertenece al pasado.

CAMPAÑAS PRO MONARQUIA DE LA CONSTANTIAN SOCIETY (EE.UU.)

Pittsburgh. La Constantian Society, entidad monárquica de carácter internacional, ha lanzado dos campañas de apoyo a la institución monárquica: una para apoyar y promocionar la Monarquía española, otra para difundir la idea monárquica en Bulgaria. Dentro de esta campaña se han editado pegatinas de carta como la que publicamos aquí:

Monarchy: modern Spain's
guarantee of democracy
& civil liberties. Long
Live King Juan Carlos!

Oportunamente informaremos sobre esta organización.



Europe de l'Est



Lys Rouge es la única revista de estudios monárquicos en Europa, editada trimestralmente por la Notable Action Revue de études royales, que se dedica a los estudios monárquicos sobre temas de actualidad internacional.
Distribución: Lys Rouge, 10 rue de la République, 92000 Nanterre, Francia

MONARQUIA EUROPEA

es el órgano oficial de la Asociación Monarquía Europea Madrid - Barcelona

Director: Pedro Schwelzer Platt

Subdirector: Francesc Xavier Montesa i Manzano

Cataluña: Jesús Bonjoch Oliver / **País Vasco:** José A. Marcos Lekuona

Asesor de Diseño: Alfonso de Vega Gil

Traducciones: Exposit, S.L.

Redacción y publicidad: Asociación Monarquía

Europea - C/ Los Vascos, 19 - 28040 Madrid

Tel. (91) 533 99 35 - Fax: 533 79 33

Banco: Banco Atlántico, Ag. 0111, Velazquez 50

28001 Madrid

c/c 361100081230

En Cataluña: Apartado 266 - 0940 Cornellà de Llobregat

Banco: Caixa del Penedès - Ag. 0048, 08940 Sant Llorenç de Noya

c/c 0900927703

Imprime: Este Oeste Editorial y Consulting, S.L.

Madrid

Tirada: 1.000 ejemplares

Suscripción: 1.000 Ptas/año extranjero: 10 dólares USA

Cuota de socio: mínima 3.600 Ptas/año extranjero: 36 dólares USA

La cuota de socio incluye el envío de la revista

Publicación: Enero - Mayo - Septiembre 1991

DÉBAT

A PROPOS DE LA RÈGLE DE CATHOLICITÉ

Si un déni de succession est opposé par certains au comte de Clermont à la suite de son remariage, ne nous y trompons pas, ce n'est qu'un prétexte pour opposer une dite règle de catholicité à l'État laïc.

Ainsi dans le manifeste d'un hebdomadaire maurassien, on y trouve l'argumentaire pour cet ingrédient. Tout d'abord, on lit que la France est une nation de formation catholique. Effectivement, elle a été « formée » dans ce sens en annihilant 15% de protestants par des meurtres, viols, vieillards expulsés de leur domicile, enfants de cinq ans arrachés à leurs parents, et l'émigration de beaucoup d'entre eux... Les boat people de l'époque. Puis il est proclamé une grande formule : la monarchie n'est pas la propriété des rois mais de la nation. On croirait entendre les États Généraux de 1789. Mais, comme cette phrase découle de la première assertion, il faut traduire, que la monarchie et la nation sont la propriété des catholiques surtout traditionalistes. La réponse la plus appropriée étant encore de citer Maurras qui dans ses dernières recommandations dénonce ceux qui veulent imposer

leur mètre distinct pour mesure commune de la Cité. Ceci pour aboutir à l'allusion directe : « Un prince ne peut contracter une alliance qui introduirait dans la parenté de la famille royale des personnes susceptibles d'influer fâcheusement sur la politique ». Mais loin d'être convaincus, nous pensons au contraire à Catherine de Médicis et Mme Adélaïde qui furent des catastrophes pour la politique. Charles IX aurait été mieux inspiré de ne pas se laisser influencer par sa mère et Louis XV par sa fille. En fait, tout cela a un but, celui de refuser l'État laïc parce que celui-ci est le seul placé pour protéger toutes les religions et s'opposer à l'hégémonie de l'Eglise majoritaire.

Toutefois ceci étant précisé, que penser de la règle de catholicité elle-même ?

Or, nous allons nous apercevoir qu'elle ne peut être retenue comme loi fondamentale du royaume parce que l'abjuration d'Henri IV qui sert de référence fut imposée sous la pression de l'étranger.

En effet, l'Armée Royale composée à la fois de catholiques et

de protestants ne put prendre Paris et Rouen parce que ces deux villes étaient défendues par des troupes espagnoles commandées par Alexandre Farnèse. En fait, le but du roi d'Espagne n'était pas innocent car il voulait imposer l'infante Isabelle (petite-fille par sa mère d'Henri II) au trône de France. Mais le patriotisme qui animait beaucoup de ligueurs les porta à souhaiter un accord avec Henri IV. La condition étant que le roi acceptât d'abjurer le calvinisme. En outre, il existe un autre aspect qui n'est jamais mis en évidence. Le clergé français se trouvait sensiblement influencé par les Jésuites, véritables agents de propagande de l'Escorial et qui représentaient une mentalité propre à l'Espagne (1). Car la Reconquista avait créé un catholicisme dur et intolérant, associé au patriotisme espagnol et complètement opposé à l'esprit humaniste français. Ainsi, la conjonction d'une armée étrangère sans laquelle les ligueurs ne se seraient pas trouvés en position de force, et la greffe malheureuse du concept hispanique de catholicité dans l'ordre politique sur une grande partie des catholiques français, empêcha d'obtenir la solution française,

inspirée de Bodin qui distinguait la personne privée et la personne publique du roi. Sa personne privée devait de préférence appartenir à la religion majoritaire et sa personne publique se situe au-dessus de toutes identités religieuses.

Or, comme seul le pouvoir public est du domaine politique, la règle de catholicité est dans l'optique française inexistante. Aussi Henri IV, après l'assassinat d'Henri III, était bien de jure roi de France. D'ailleurs, ceux parmi les politiques qui étaient catholiques l'entendirent

ainsi en se ralliant au béarnais. L'aspect religieux ne pouvant que s'ajouter et non pas faire le Roi (2). En réalité, les politiques avaient conçu l'Etat laïc. Cependant, Henri IV ayant été contraint de soumettre son abjuration à la reconnaissance de son droit au trône, tournait le dos à la solution française. Outre que l'Edit de Nantes tout en étant un modèle dans son principe fut entaché de compromis. Il portait donc en germe sa révocation et la Révolution d'une façon dramatique. Qui plus est, bien que Philippe II

n'ait pu imposer sa fille Isabelle, les idées qu'il avait fait répandre par ses agents religieux continuèrent à imprégner une grande partie du clergé français.

Aussi on peut se demander si la Révolution de 1789 ne fut pas un phénomène de rejet, mais anarchique, de l'emprise d'une culture religieuse étrangère. Encore qu'elle ne sut pas sortir du théocratisme puisque l'Assemblée formula la Constitution Civile du Clergé qui fut la véritable cause de la chute de Louis XVI. Aussi revendiquer la règle de catholicité ne fait que reprendre l'ancien concept politico-religieux espagnol de l'Etat.

Sa projection sur la France causa un tort énorme à la monarchie et à la foi catholique. Mais les monarchistes catholiques ultras continuent à croire qu'ils sont dans la ligne de la tradition française. Aussi, le duc de Vendôme doit prendre garde de ne pas se laisser entraîner dans une voie dangereuse pour le destin de l'idée royale car la règle de catholicité avec tout ce que cela signifie a pour seul effet de fortifier le blocage républicain.

Jean SAINT-ELLIER

⇒ (1) Notre critique n'a qu'une valeur historique et ne vise absolument pas l'ordre des Jésuites d'aujourd'hui.

⇒ (2) Pour éviter que le roi n'épouse une religion étrangère à la civilisation française (risque qui n'existait pas au XVIème siècle), il suffira de préciser que le Prince ne peut appartenir à une autre religion que chrétienne. L'injonction ne pouvant être que de principe, seule l'appartenance suffit.



RALLIEZ-VOUS A MON PANACHE BLANC. Avant la bataille d'Ivry, Henri IV exhorte son armée à ne pas le quitter des yeux. 1590.

HUMOUR



Un faux roi de Croatie à Matigues

Vêtu d'un uniforme style Empire et d'une longue cape bleue bordée d'hermine, un homme d'une cinquantaine d'années s'est présenté hier après-midi à Matignon comme le « roi Zorg de Croatie », et a demandé à être reçu par le Premier ministre. Accompagné d'un photographe, d'un garde du corps et d'un interprète, le « souverain » a expliqué qu'il était en visite privée en France. Introduit, sous bonne surveillance, dans la salle du conseil, il s'est entretenu quelques minutes avec un conseiller d'Edith Cresson avant de repartir en laissant sa carte de visite « S.A.R. le roi Zorg de Croatie ». Apparemment, personne ne savait à Matignon que le dernier souverain de Croatie est décédé en... 1097 ! L'imposteur s'était aussi présenté dans la matinée au Quai d'Orsay.

On lira avec délectation le récit de ce « bidonnage » dans le numéro 99 de l'Echo des savanes (novembre 1991)

DYNASTIE

Nos lecteurs se souviennent - parfois avec nostalgie - de la revue « Dynastie » qui parut de 1985 à 1987. Consacrée aux têtes couronnées, elle avait toujours fait une large place à la Famille de France. Nous avons retrouvé un petit lot de numéros de cette revue disparue que nous mettons en vente au prix de 25 F l'exemplaire. Les commandes seront servies dans l'ordre d'arrivée. Collectionneurs et amateurs à vos plumes !

Num. 1 - Juillet 85 Dossier : La Maison de France. Num. 2 - Septembre 85 Le duc de Cadix, héritier du trône de France ?
- Num. 3 Octobre 85 La famille de Habsbourg. - Num. 4 Novembre 85 Le Comte de Paris " si j'étais roi...". - Num. 5
Décembre 85 L'Europe des rois. - Num. 6 Janvier 86 La Comtesse de Paris : entretien. - Num. 7 Février 86 Les Aga Khan. -
Num. 8 Mars 86 La maison impériale de Russie. - Num. 9 Avril 86 Le Comte et la Comtesse de Paris. - Num. 10 Mai 86 La
maison royale d'Italie. - Num. 11 Juin 86 Les reines en exil. - Num. 13 Août 86 La maison royale de Belgique. - Num. 14 5
Septembre 86 Maison royale des Deux-Siciles. - Num. 15 12 Septembre 86 La maison royale des Deux-Siciles (suite) . -
Num. 17 26 Septembre 86 Le royaume de Thaïlande. - Num. 18 3 Octobre 86 Le royaume du Vatican. - Num. 19 10 Octobre
86. - Num. 20 17 Octobre 86 Margrethe de Danemark. - Num. 21 24 Octobre 86 Au château d'Ansois avec le duc
d'Orléans. - Num. 22 31 Octobre 86 L'ordre de Malte. - Num. 23 7 Novembre 86. - Num. 25 21 Novembre 86 Jacques
d'Orléans reporter au pays de " MISSION ". - Num. 26 29 Novembre 86 Le comte et la comtesse de Barcelone. - Num. 27 5
Décembre 86 Juan Carlos ou la démocratie royale. - Num. 34 23 Janvier 87 Dossier : Etre royaliste en 1987. Dossier : Les
huit chefs de famille capétiens. - Num. 35 30 Janvier 87 Norodom Sihanouk. - Num. 37 13 Février 87 Royaume du Népal. -
Num. 38 20 Février 87 Les princes de Liechtenstein. - Num. 39 27 Février 87 Les princes de Liechtenstein (suite). - Num. 41
13 Mars 87 Michel de Grèce. - Num. 42 20 Mars 87 A Madrid chez Michel et Béatrice d'Orléans. - Num. 43 27 Mars 87
Chez la princesse Hélène de France. - Num. 44 3 Avril 87 Constantin de Grèce. - Num. 45 10 Avril 87 La famille royale de
Grèce. - Num. 46 17 Avril 87 Amiens : Mitterrand-le Comte de Paris au rendez-vous de l'histoire. - Num. 48 30 Avril 87 La
famille de Suède. - Num. 49 7 Mai 87 La dynastie Bernadotte. - Num. 51 22 Mai 87. - Num. 52 29 Mai 87. - Num. 54 12 Juin
87 Leka Ier, roi d'Albanie. - Num. 56 26 Juin 87. - Num. 57 3 Juillet 87 Le comte de Paris à Noyon. - Num. 58 10 Juillet 87
Beatrix des Pays-Bas. - Num. 61 Août 87. - Num. 62 4 Septembre 87 Louis-Ferdinand de Prusse. - Num. 64 18 Septembre
87.



BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM/Prénom :

Adresse :

S'abonne au «Lys Rouge» à partir du n°

☐ normal un an (4 numéros) 60 F

☐ soutien un an (4 numéros) 90 F

☐ deux ans (8 numéros) 100 F

☐ Tarif étranger un an (4 numéros) 90 F

→ (plus surtaxe aérienne éventuelle) : 22 F)

Commande des numéros du «Lys Rouge» (voir au dos la liste des numéros disponibles)

Numéros commandés :

Montant total : F

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18.104.06 N Paris

Liste des numéros encore disponibles

● Numéro 4 - Mai 1979 (poly. 50 p.): «Enquête sur le logement» - «Etude sur l'enseignement» - «Vers une nouvelle politique industrielle?».

Prix franco 10 F

● Numéro 5 - Septembre 1979 (poly. 31 p.): «L'aménagement industriel, agricole et touristique du territoire» - «Dossier énergie: Les sources possibles - Pourquoi le nucléaire?» - «Projet pour une réforme des études médicales».

Prix franco 8 F

● Numéro 6 - Décembre 1979 (poly. 36 p.): «La Francophonie» - «Le système monétaire européen» - «La France est un royaume» (Luc de Goustine).

Prix franco 8 F

● Numéro 8 - Février 1981 (brochure 35 p.): «Rapport sur la Sécurité sociale» - «Enquête sur le logement (suite)».

Prix franco 8 F

● Numéro 15 - Janvier 1983 (brochure 34 p.): «Lettre sur l'avenir du royalisme» - «Débat sur la politique économique socialiste» - «Dossier historique sur le royalisme à Lyon dans les années 1830».

Prix franco 12 F

● Numéro 23 - Avril 1985 (revue 28 p.): «La France de l'ouverture, débat sur la France et ses immigrants» - «Quelle tradition? (suite) le mariage du Prince» - «Document: «Socialisme monarchique», un texte de Jean-Marc Bourquin en 1947» - «Jeanne de France» - «Débats et polémiques».

Prix franco 13 F

● Numéro 25 - 30 Avril 1985 (journal 8 p.): «Quand Mitterrand imite Montand» - «Dixième anniversaire de la chute de Saigon» - «Le voyage de Reagan en RFA» - «L'Afghanistan dans la presse occidentale» - «Patrons et journalistes».

Prix franco 6 F

● Numéro 27 - Août 1985 (revue 34 p.): «Engagez vous! Faites de la politique!» - «Les royalistes et

l'Eglise: l'Action Française en Gironde de 1919 à 1939» - «Une mauvaise biographie de Louis XVI» - «Sur le bagne de Nouvelle Calédonie» - «Les dangers de la pollution automobile».

Prix franco 13 F

● Numéro 37 - Février 1988 (revue 56 p.): «Inquiétude sur une enquête sur le royalisme» - «Documents pour préparer le congrès de la N.A.R. (Protection sociale, Europe)» - «Questions/réponses sur minitel» - «La mort du roi du Laos» - «Revue de presse des Princes et des monarchies» - «Hommage à Amédée d'Yvignac» - «Auguste Comte et le royalisme».

Prix franco 25 F

● Numéro 38 - Mai 1988 (revue 38 p.): «Faillite de la politique» - «Un étrange Burke» - «Sans-culottes et Nazis» - «Gustave Thibon: paroles écrites» - «Les Daudet» - «Revue de presse: Le roi d'Afghanistan - De Gaulle et le comte de Paris» - «La NAR inventorie ses archives: la presse royaliste de 1971 à 1988» - Une nouvelle de Marc Desaubliaux: «Le Messenger» (1ère partie).

Prix franco 25 F

● Numéro 39 - Décembre 1988 (revue 32 p.): «Révolutionner la Commémoration» - «Revue de presse: le procès du Comte de Clermont contre le duc de Cadix» - «Pitié pour Scorsese» - «Polémique sur Gustave Thibon» - «Histoire du royalisme: le congrès de 1947» - «Document: le bulletin des Comités monarchistes de juin à août 1947» - Suite et fin de la nouvelle «Le Messenger».

Prix franco 25 F

● Numéro 40 - 1er trimestre 1990 (revue 36 p.): Renaissance du Lys Rouge! - Enquête: Le «New Age» - Entretien avec Gervais Briot - A l'Est le retour des rois - Petite histoire de la dynastie roumaine - Revue de presse sur Michel de Roumanie - Institutions: Burke et les monarchiens.

Prix franco 25 F

● Numéro 41 - 2e trimestre 1990 (revue 36 p.): Dormez-vous? - Enquête: L'Albanie sera-t-elle un royaume? - Histoire et espoirs du «Pays des Aigles» - Entretien avec Skender Zogu: la résistance albanaise - Albanie: documents et revue de presse - Rois et médias - Les Politiques: leur combat face à quatre siècles d'histoire (1ère partie).

Prix franco 25 F

● Numéro 42 - 1er trimestre 1991 (revue 36 p.): Le temps qui passe - Heurs et malheurs des travaux sur le royalisme français post-1945 - La Syldavie, royaume méconnu... - Dossier Monarchies orientales: Hommage à S.M. Sri Savang Vatthana, roi du Lane Xang - Thaïlande, un roi demi-dieu - L'empereur du Japon - Document: Souvenirs d'un collaborateur du comte de Paris - Les politiques: leur combat face à quatre siècles d'histoire (2ème partie).

Prix franco 25 F

● Numéro 43 - 2ème trimestre 1991 (revue 32 p.): Des rois à l'Est? - Entretien avec Alexandre de Yougoslavie - La princesse Marie-Louise à Sofia (revue de presse) - Russie: le culte du Tsar (revue de presse) - Les politiques: leur combat face à quatre siècles d'histoire (3ème et dernière partie).

Prix franco 25 F

Comme vous pouvez le constater, de nombreux numéros du «Lys Rouge» sont épuisés. Signe du succès de notre entreprise! Signe aussi de la difficulté d'ajuster les tirages aux besoins. Nous ne saurions trop vous recommander de vous abonner (en réalisant une économie de 50%!). Ainsi nous ne manquerons aucun client, et vous ne manquerez aucun numéro...